

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA PROPRIÉTÉ
DE
LA CORRESPONDANCE PRIVÉE
EN DROIT CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 17 Mai 1915, à 2 h. 1/2

PAR

Michel-Pline CARLOVA

Président : M. PIÉDELIÈVRE, professeur.
Suffragants { MM. PLANIOL, professeur.
AUDIBERT, professeur.

PARIS
LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE
ANCIENNE ET MODERNE
Edouard DUCHEMIN
18, Rue Soufflot, 18

1915



Digitized by the Internet Archive
in 2026

THÈSE

POUR LE DOCTORAT

La Faculté n'entend donner aucune approbation ni improbation aux opinions émises dans les thèses ; ces opinions doivent être considérées comme propres à leurs auteurs.

UNIVERSITÉ DE PARIS — FACULTÉ DE DROIT

LA PROPRIÉTÉ
DE
LA CORRESPONDANCE PRIVÉE
EN DROIT CIVIL

THÈSE POUR LE DOCTORAT

Présentée et soutenue le lundi 17 Mai 1915, à 2 h. 1/2

PAR

Michel-Pline CARLOVA

Président : M. PIÉDELIEVRE, professeur.

Suffragants { *MM. PLANIOL, professeur.*
AUDIBERT, professeur.

PARIS

LIBRAIRIE DE JURISPRUDENCE
ANCIENNE ET MODERNE

Edouard DUCHEMIN

48, Rue Soufflot, 48

1915



LA PROPRIÉTÉ DE LA CORRESPONDANCE PRIVÉE EN DROIT CIVIL

PRÉFACE

Nous allons étudier dans ce livre la question de savoir à qui appartiennent les lettres missives, car il n'y a point de doute que le papier écrit que nous jetons à la boîte aux lettres soit un objet susceptible de droit de propriété. Cette question a été longuement discutée par les auteurs, qui ne sont pas d'accord pour lui donner une solution unique ; de même, la jurisprudence est flottante. Et pourtant la question mérite de recevoir une solution définitive, car de cette solution dépendra souvent le point de savoir qui aura le droit de se servir de la correspondance en justice. De cette solution dépendra la question de savoir qui aura le droit de la conserver, parfois même de la vendre, à qui incombera l'obligation de la rendre et qui aura le droit de la revendiquer.

Mais le problème n'est pas simple. Une lettre est un objet de droit, mais elle n'est pas seulement une chose matérielle, un meuble en l'espèce. Elle est surtout une chose intellectuelle et qui par sa contexture même est capable de fixer et de restreindre les

droits et les obligations de l'acquéreur : ainsi souvent la lettre elle-même indiquera au destinataire l'emploi qu'il en devra faire ou ne pas faire.

Même dans le cas où elle n'indiquerait pas de prescriptions spéciales et qu'elle conférerait par suite un droit sans limites sur son élément matériel, pour des raisons morales ou de décence, son élément immatériel échappera au propriétaire à partir d'un certain point.

Limitant notre question à la correspondance privée, nous ne traiterons pas les différentes solutions qui sont données par le droit public en ce qui concerne la correspondance diplomatique, où échangée entre fonctionnaires dans l'exercice de leurs fonctions. Pour des raisons d'État supérieures, cette correspondance sera acquise à l'État.

De même en nous proposant d'étudier la correspondance au point de vue seulement de la propriété, nous n'allons étudier ici ni la question très importante pourtant de sa production en justice, ni celle de savoir la façon dont on peut contracter par correspondance.

TITRE PREMIER

Qu'est-ce qu'une missive ?

De tout temps les sociétés civilisées ont senti la nécessité de la correspondance. Tant que la société était limitée à la même famille, au même clan ou tribu, cette nécessité n'existait peut-être pas. Mais dès qu'elle s'est élargie, que des relations se furent établies entre les membres d'une cité et les membres d'une autre, instinctivement on inventa des moyens pour se communiquer la pensée.

Dans les sociétés plus civilisées, où les facilités de déplacements sont grandes, où les rapports par conséquent sont multiples, où il n'y a pas seulement le désir de traduire ses intimes pensées, mais la nécessité d'agir plus activement dans la vie civile et commerciale extrêmement complexe, on cherchera des moyens plus perfectionnés pour communiquer sa pensée.

Mais au fond, transmettre sa pensée en peignant les ailes des oiseaux, ou en écrivant une lettre, ou en enre-

gistrant un phonogramme, ce n'est que satisfaire la même nécessité sociale. Et vu cette complexité des moyens qui peuvent servir à transmettre les idées, nous nous sommes vu obligé de chercher un mot unique. Nous nous servirons du mot « missive », non pas dans son véritable sens qui s'attache plutôt à une lettre d'affaire destinée à être envoyée immédiatement, mais nous l'emploierons dans un sens plus générique, pour nous servir d'étiquette à tous les moyens de correspondance. Souvent aussi nous emploierons le mot « lettre », tout court pour désigner le même sens générique.

Suivant Barthole, la lettre missive est une conversation entre absents : « *Epistola absenti idem est quod sermo praesentibus, et qui mittit alteri litteras intelligitur praesens praesenti loqui* (1). »

Mais cette formule pourrait servir plutôt comme définition de la correspondance en général que de définition à la lettre elle-même. Elle s'appliquerait tout aussi bien à la correspondance téléphonique. Elle a pourtant servi à beaucoup d'auteurs. Nous préférons cependant la définition plus précise et plus concrète donnée par Dalloz : « C'est le nom générique que l'on donne aux lettres de circonstance, concernant des affaires particulières et destinées à être envoyées aux personnes à qui elles sont adressées, ou qui leur ont été déjà envoyées (2). »

(1) Bartholé, sur la loi I au Digeste : *De donationibus*, 39, 5.

(2) Dalloz, *Recueil alphabétique*, V. lettre.

Pour moi la missive, c'est la pensée fixée par écrit et destinée à être envoyée à quelqu'un.

En analysant cette définition, nous trouvons deux éléments inséparables. D'abord, il y a la pensée, ensemble d'idées qui peuvent se réduire le plus souvent à des constatations banales, mais qui embrassant parfois des formes plus choisies, deviennent des valeurs intellectuelles assez précieuses. Si elles peuvent concerner de banales relations d'affaires entre deux commerçants, elles sont aussi susceptibles de s'élever à des découvertes scientifiques ou à des spéculations philosophiques de la plus haute valeur.

Ensuite, on rencontre l'élément matériel, support de la première, qui facilite sa conservation et son utilisation. C'est l'écrit, l'autographe, ou n'importe quel système que la science découvrirait pour servir de support à notre pensée. Ainsi on est arrivé à employer le phonogramme pour correspondre. Dans ce système, on envoie des disques dont on a enregistré le son même de la voix de l'envoyeur, et qui sont capables, sous l'aiguille du reproducteur d'un appareil phonographique, de renouveler les mêmes sons. Mais le procédé nouveau ressemble à la lettre parce qu'il fixe tout aussi bien la pensée de l'auteur. Il a à coup sûr plus d'avantages, car vous pouvez mieux saisir la pensée de votre correspondant, par des intonations même plus ou moins appuyées. Toutefois, en définitive, ce disque n'est, comme la lettre, qu'un support matériel de la pensée, n'ayant de différence que le fait de s'adresser à l'oreille plutôt qu'aux yeux. Les solutions juridiques atta-

chées à ce système seront donc les mêmes que celles que nous allons donner à la lettre écrite.

C'est pour ce motif que nous proposons un terme général pour toute manière de correspondance et le mot *missive* ou *lettre* tout court me semble bien convenir à toutes les hypothèses. Que ce soit une lettre cachetée, un télégramme, une carte postale, pneumatique, phonogramme, etc., nous les comprendrons toujours sous un terme unique, car leur variation infinie ne change en rien la nature de cet élément matériel.

Ce deuxième élément, *substratum* de la première, support de la pensée, la plupart du temps chose sans valeur, est capable à son tour de devenir une chose précieuse. Il en sera ainsi quand l'auteur de la lettre sera un homme célèbre ou un personnage historique ; la lettre pourrait se voir payer fort cher par des amateurs et la question de sa propriété ne sera pas dépourvue d'intérêt.

Donc, nous voyons que la *missive* se compose de deux éléments, l'un immatériel, le contenu de la lettre, ce que l'auteur a voulu dire ; l'autre matériel qui n'est que le moyen de concrétiser et fixer la première. Ils sont en fait inséparables et font un tout indécomposable. C'est pourquoi nous ne devons pas y voir l'objet de deux propriétés distinctes, comme on l'a souvent fait, et nous ne devons pas leur appliquer en conséquence deux régimes différents. Intellectuellement, la séparation entre ces deux éléments est très aisée ; matériellement, je ne conçois pas comment le destinataire de la lettre pourrait transférer à un tiers

l'autographe sans lui transférer en même temps son contenu. De même, je ne conçois pas comment il pourrait produire en justice les révélations fournies par la lettre, sans produire en même temps la lettre elle-même. Ces révélations n'auront aucune valeur ; elles seraient de simples affirmations sans preuve.

Quelques particularités des télégrammes

Avant d'aborder la question qui nous intéresse, j'estime utile d'attirer l'attention sur quelques particularités qui concernent les télégrammes.

Ceux-ci sont des missives qui franchissent l'espace sous forme de flux électrique, ou bien sous forme d'ondes hertziennes, s'il s'agit de télégraphie sans fil.

Dans ce système de communication de la pensée, le destinataire ne reçoit plus l'autographe de l'envoyeur. La dépêche, la minute écrite par l'expéditeur reste acquise au bureau télégraphique de transmission, à titre de pièce justificative. Si les correspondants prétendent que des dommages leur ont été causés, à cause d'une mauvaise transmission, d'une erreur prétendue imputable au service télégraphique, alors ce service aura le moyen de vérifier si la faute a été en effet commise par le service télégra-

phique ou bien si au contraire la minute de l'expéditeur a été mal rédigée.

Le destinataire n'aura donc pas le document original, il n'aura de celui-ci que le contenu transmis par des signes produits par les machines Mors ou autres appareils. Il n'aura qu'une copie du document original, copie signée par un employé responsable de l'Office destinataire. En conséquence, il deviendra propriétaire de cette copie suivant la théorie générale que nous allons exposer. Mais c'est tout. On ne pourra pas soumettre le télégramme aux mêmes règles de droit que les lettres, car ils n'ont pas comme celles-ci une efficacité documentaire.

Pourtant il y a des auteurs qui soutiennent le contraire ; ils veulent assimiler le télégramme à la lettre écrite, sans quoi, disent-ils, le télégramme n'ayant aucune valeur juridique, n'aurait aucune utilité dans les affaires, il ne servirait qu'à transmettre des correspondances de nulle importance juridique. Quant à nous, nous croyons avec M. Serafini (1) que le télégramme n'est qu'une copie des signes produits par l'appareil électrique et déchiffré par l'employé. Par suite, il ne fait pas preuve complète contre l'expéditeur et les dommages causés par l'altération du texte ne peuvent pas être mis à la charge de l'expéditeur. Cependant nous devons ajouter que ces différences qui existent avec le système télégraphique actuel, entre le

(1) Serafini, *Le télégraphe dans ses relations avec la jurisprudence civile et commerciale* ; trad. Lavialle de Lameillère.

télégramme et la lettre, sont des différences destinées à disparaître. En effet, si on employait des instruments plus perfectionnés comme le Pantélégraphe Caselli, qui transmet la reproduction exacte de l'écrit même, ou d'autres appareils encore plus ingénieux, on arriverait à atténuer complètement ces différences.

En ce qui concerne le contenu il n'y a aucune différence au point de vue de la propriété entre le télégramme et la lettre. Sur cet élément immatériel, le destinataire aura donc les mêmes droits et sera tenu aux mêmes obligations. Mais en ce qui concerne le support matériel, l'écrit lui-même, le destinataire ne l'aura pas. La minute sera acquise à l'office d'expédition et le destinataire autant que l'expéditeur auront le droit d'en demander des copies exactes en cas de besoin : la poste est obligée de garder cette minute pendant six mois.

TITRE II

A qui appartient la propriété des lettres?

Cette parole écrite destinée à être envoyée à une personne à qui appartiendra-t-elle ? A cette question, nous allons répondre, en l'examinant d'abord dans l'histoire du droit ensuite dans le droit actuel.

Comme la propriété des lettres présente quelques caractères particuliers et quelques restrictions, nous allons parler de ces restrictions plus loin, sous notre troisième titre.

CHAPITRE PREMIER

APERÇU HISTORIQUE

Chez les Romains, la question de la correspondance avait une assez grande importance, et nous pouvons nous en faire facilement une idée en lisant Cicéron, surtout dans ses lettres à Atticus. D'ailleurs le commerce était florissant et nous savons que la correspondance est une des conditions qui facilitent son épanouissement.

De même comme le fait très bien observer M. Tissier (1), on aurait de la difficulté à croire que les Romains qui aimaient tant les intrigues politiques, auraient pu se priver de nouvelles lorsqu'ils étaient éloignés de Rome.

Par suite leur esprit juridique ne tarda pas à s'exercer sur cette matière. Et la question délicate, de savoir à qui appartient la propriété des lettres, reçut à Rome une solution nette et assez satisfaisante.

Nous trouvons à ce sujet, un texte de Labéon dans le Digeste ainsi conçu : « *Labeo* : Si epistulam tibi misero, non erit ea tua antequam tibi reddita fuerit. *Paulus* : immo contra : nam si miseris ad me tabelarium tum et

(1) Tissier : *La propriété et l'inviolabilité des lettres missives*. Nancy 1886.

ego rescribendi causa litteras tibi misero, simul atque tabelario tuo tradidero, touae fient, idem accidet, etc (1). »

Ce texte a été à mon avis souvent mal interprété. On a vu une contradiction entre l'affirmation de Labéon, à savoir que la lettre appartiendra au destinataire seulement au moment où il se trouvera en possession, et l'affirmation de Paul qui enseigne que le destinataire deviendra propriétaire de la missive dès que l'expéditeur s'en sera dessaisi. Pour moi il n'y a aucune contradiction, car Paul ne fait qu'envisager une hypothèse différente, celle où l'expéditeur remettrait la lettre au courrier ou messenger personnel du destinataire ; dans ce cas comme ce courrier est en somme le mandataire du destinataire, la propriété de la lettre sera acquise à ce dernier dès que son « tabellarius » se trouvera en possession de la lettre. Donc nous pouvons affirmer d'après ce texte que la propriété de la lettre sera transférée au destinataire du moment qu'il se trouvera en possession. A partir de ce moment c'est lui qui la revendiquera et intentera l'*actio furti* en cas de soustraction. La même solution est donnée encore par Ulpien qui renforce notre thèse : « Si epitula quam ego tibi misi, intercepta sit, quis furti actionem habeat ? et primum quarendum est, cuius sit epistola, utrum eius qui misit an ejus ad quem missa est ? et si quidem dedi servo eius, statim ipsi quaesita est, cui misi ; si vero procuratori, etc (2). »

(1) *Digeste*. XLI. 1. 65.

(2) *Digeste*, livre XLVII, titre II, § 17.

Le même texte nous apprend que l'expéditeur peut se réserver la propriété de la lettre en exigeant qu'on la lui renvoie ; « quod si ita misi epistulam, ut mihi remittatur, dominium meum manet, quia eius nolui amittere vel transferre dominium (1). »

Mais les Romains juridiquement parlant ne voyaient dans la lettre que l'objet matériel, car nulle part leur droit ne parle de choses purement intellectuelles, pouvant former l'objet d'un droit, surtout quand il s'agirait du droit de propriété. Leur esprit juridique était foncièrement positif et matérialiste. La soi-disant propriété littéraire n'existait pas pour eux. Le destinataire pouvait faire de la lettre l'emploi qu'il lui plaisait.

Pourtant la morale veillait et interdisait qu'une lettre contenant une confidence fût divulguée : le principe du secret des lettres régnait déjà chez les Romains, seulement il demeurait tout simplement une règle morale. A ce sujet nous lisons dans la seconde Philippique de Cicéron des protestations contre Marc-Antoine qui avait lu les lettres à lui adressées par Cicéron devant le Sénat : « ... quam multa joca solent esse in epistolas quae prolata si sint inepta videantur. Quam multa seria neque tamen ullo modo divulganda (2). »

Donc la lettre appartenait au destinataire qui pouvait seul la revendiquer une fois qu'il l'avait reçue, qui pou-

(1) Même texte.

(2) Seconde Philippique, § 9.

vait en faire tous les usages, seulement une règle morale lui interdisait de la dévoiler.

Ces solutions sages et intelligentes ne devaient pas disparaître à jamais avec l'invasion des Barbares. Lorsque ceux-ci surgirent et firent se taire la voix des juristes immortels de Rome, il faut traverser des siècles, pour retrouver la trace d'une question juridique si délicate. Les exigences d'une vie plus réduite, où la correspondance ne jouait pas un grand rôle, faisaient ne pas sentir la nécessité d'une théorie d'ensemble et complète de la correspondance. Les auteurs, non plus, ne se sont pas attachés sérieusement à cette œuvre. Et lorsque, peu à peu, les relations mondaines, littéraires, scientifiques, politiques et surtout commerciales prirent le dessus et forcèrent les Parlements, très embarrassés, à définir et préciser les droits et obligations résultant de l'échange de la correspondance, alors quand cette question fut de nouveau imposée à l'esprit, on ne fit qu'invoquer l'autorité des auteurs et des solutions romaines dans la matière. La vieille jurisprudence française est en ce sens, et les arrêts des Parlements s'appuient sur les textes romains que nous venons de citer. On trouve pourtant aussi des solutions différentes, mais elles furent données dans des conditions spéciales et ces exceptions ne détruisent pas la règle. Ainsi, un arrêt de la Cour des Aides en date du 9 mars 1645, rapporté par Guyot (1), ordonna la restitution d'une

(1) Tome X, p. 477.

lettre injurieuse à son auteur. Par cela l'arrêt semble avoir conféré la propriété à l'expéditeur. D'autres arrêts ordonnèrent aussi la remise des lettres à l'expéditeur, mais c'était seulement dans le cas où le destinataire avait violé le secret de ces lettres. Ainsi Denisart nous rapporte entre autres un arrêt de 1645, 9 mai, et un autre du 24 juillet 1717, qui jugèrent dans le même sens, donnant comme motif « que le dépôt du secret ayant été violé, on ne devait y avoir aucun égard ». D'après cette phrase même nous pouvons déduire que pour Denisart la lettre appartenait bien au destinataire, mais que le secret contenu dans la lettre forme l'objet d'un dépôt.

Merlin critique les arrêts qui défendaient au destinataire de se servir en justice des lettres reçues, sous prétexte qu'elles contiennent une confidence : « Toute lettre missive ne devient pas, aux termes de la loi 14, § 17, D., *de furtis*, la propriété de celui à qui elle est écrite, non seulement du moment où elle lui est remise, mais même du moment où elle est délivrée à son fondé de pouvoir ? Et qui est-ce qui peut contester au propriétaire d'un titre quelconque le droit d'en faire usage pour justifier une demande qu'il forme en justice ? (1) »

L'inviolabilité de la correspondance a été aussi consacrée par de nombreux arrêts. Brillouin nous rapporte entre autres un arrêt du Parlement de Bretagne en date du 5 mars 1574 qui condamna le sieur Debonabry à 100 sols

(1) Merlin, V. Lettres missives n° 11.

d'amende pour avoir intercepté les lettres missives de Perrin. De même, un arrêt du 11 juillet 1602 par lequel « la Cour ordonna décret de prise de corps pour même crime. (1) »

A part la règle de l'inviolabilité de la correspondance, les arrêts étaient pénétrés d'une autre idée : celle du respect dû à la confiance. Si la propriété de la lettre était acquise au destinataire, celui-ci n'avait cependant pas un droit illimité sur elle. Parlant de ces arrêts, Denisart s'exprime ainsi : « Il n'est pas toujours permis de se servir des lettres missives dans les affaires, il est des cas où celui à qui elles sont écrites, ne peut les mettre au jour sans crime, surtout lorsqu'elles sont écrites avec mystère, et qu'elles renferment des confidences. Le crime est encore plus grand, lorsqu'on dévoile le secret d'une lettre, dans l'unique but de faire injure à l'auteur, qui a cru pouvoir ouvrir son cœur sans craindre de voir révéler ce qu'il n'écrivait que pour un ami et ce qu'il voulait n'être su de personne (2). »

C'est encore ce principe, bien arrêté par la jurisprudence, du respect dû à la confiance, qui inspira le Conseil du roi en date du 18 août 1775, où nous trouvons ces paroles : « tous les principes mettent la correspondance secrète des citoyens au nombre des choses sacrées,

(1) Brillou, t. IV, p. 92.

(2) V. Lettres missives n° 3.

dont les tribunaux, comme les particuliers, doivent détourner les regards (1). »

Voilà, en peu de mots, ce que nous avons à dire sur l'historique de l'idée de la propriété de la correspondance. Nous n'avons pas essayé de commenter les données que nous avons trouvées, car ces principes pénétrèrent dans le droit actuel, et nous aurons plus loin l'occasion de les discuter.

Si dans notre droit actuel la question de la propriété n'est pas posée dans la loi même, qui s'est très peu occupée de la correspondance, en revanche la doctrine et la jurisprudence ont beaucoup débattu la question et nous allons voir plus loin ce qu'il faut penser des solutions qu'ils donnèrent.

(1) Voyez Isambert, *Recueil des anciennes lois françaises*.

CHAPITRE II

LA QUESTION DANS LE DROIT CIVIL

Après avoir jeté un coup d'œil, dans notre aperçu historique, sur les solutions données par l'ancien droit à la propriété des lettres, nous allons examiner les solutions données à cette question par notre droit actuel.

Et d'abord quelle est la place que cette question occupe dans l'ensemble de notre droit actuel?

Nulle part notre législation n'a déterminé à qui appartiennent les missives. Même en général la question de la correspondance tient peu de place dans notre législation. Le Code civil n'en dit pas mot; le Code pénal ne fait que donner quelques imparfaites solutions relatives à la soustraction de la correspondance, et le Code de commerce a peu de textes intéressants pour nous,

Nous pouvons plutôt dire que la loi positive a délaissé cette matière, ou plutôt l'a laissée presque entièrement à la charge de la jurisprudence. Celle-ci, entraînée par une doctrine riche en différents et multiples systèmes, donna à son tour des solutions contradictoires et parfois bizarres.

La doctrine s'est appliquée à exercer son imagination prodigieuse et réussit à bâtir des systèmes innombrables. Si bien qu'un véritable labyrinthe s'ouvre devant celui qui veut étudier aujourd'hui cette question, pourtant assez facile. Nous sommes bien loin de ces lois d'airain, simples et tranchantes de Labéon et d'Ulpien.

Pourtant je tâcherai dans cet ouvrage à simplifier les choses, car cela n'est pas impossible à faire. Ce qui fait le grand nombre de systèmes, c'est l'insuffisance de chacun. La plupart des auteurs ont voulu bâtir en dehors des textes, et n'ont réussi à voir dans cette matière que des droits « *sui generis* ». Dans le système que nous allons adopter, nous nous proposons de nous maintenir sur le terrain du droit positif et de nous contenter d'appliquer à notre sujet les textes et les formules de la loi positive.

Pour mieux simplifier les choses et parce que la question de la propriété est celle qui nous préoccupe particulièrement, suivons dans notre étude l'ordre naturel des choses. Voyons ce que devient la lettre depuis le moment de sa naissance et suivons les aventures de sa situation juridique jusqu'à ce qu'elle se trouve en la possession du destinataire. Ensuite nous allons voir ce qu'elle devient une fois qu'elle sera arrivée entre les mains de celui-ci.

Pour mieux appliquer cette méthode, nous allons partager ce chapitre en deux sections : dans la première nous allons étudier la situation juridique de la lettre en cours de route ; dans la deuxième nous allons voir ce que devient la lettre entre les mains du destinataire.

SECTION I

La lettre en cours de route

Voilà la lettre tout fraîchement sortie de la plume de son auteur. Qui pourrait contester à celui-ci son droit exclusif de propriétaire ? C'est à lui le papier écrit, c'est son écriture qui se trouve posée dessus et ce sont ses conceptions qu'il a exprimées.

Étant propriétaire, il aura le droit d'en faire n'importe quel usage. Il pourra la lire, la donner, la déchirer, la lire à ses amis, la publier, etc. Cependant, il faut faire une réserve : si cette lettre n'est rien de plus qu'une réponse à une lettre confidentielle, il ne pourra la divulguer aussi librement. Nous allons voir qu'on n'a pas le droit de divulguer avec trop de facilité une confidence, car cela peut nuire à quelqu'un, et il faut agir avec prudence. Or une réponse à une confidence, contient celle-ci implicitement ; en divulguant la réponse on divulgue la confidence, et par cela on peut commettre une faute et engager sa responsabilité.

En vertu de son droit de propriété sur la lettre il pourra lui suscrire une adresse et la jeter à la boîte aux lettres. Par ce geste quelle opération juridique a-t-il accompli ? Il n'a fait que la confier à l'Administration des postes. Son intention était de *donner* la lettre par lui écrite au destinataire désigné par la suscription. Mais comme

son donataire, le destinataire, se trouve éloigné et que dès lors la lettre doit lui être transmise, le signataire chargera un tiers pour la lui transporter et il confiera la lettre à ce tiers. Il passera avec ce tiers un contrat de transport, et le tiers s'obligera à transporter cette lettre, tout comme s'il s'engageait à transporter un colis. C'est en somme un louage d'industrie.

Mais la plupart du temps il s'adressera à l'administration des postes, plutôt qu'à un particulier, pour le charger de cette transmission. La loi même l'oblige à s'adresser à la poste, car cette institution est un monopole d'État, auquel on ne peut pas porter atteinte impunément. En effet, l'article 1^{er} de l'arrêté du 27 prairial, an IX est ainsi conçu : « Il est défendu à tous les entrepreneurs de voitures libres, de s'immiscer dans le transport des lettres, journaux, feuilles à la main et ouvrages périodiques, paquets, papiers du poids de un kilogramme et au dessous, dont le port est exclusivement confié à l'Administration des postes aux lettres. »

Avant d'examiner la manière dont cette Administration des postes, s'acquittera de sa charge, j'estime utile de donner quelques détails sur cette institution.

La Poste est une institution fort ancienne. Elle apparaît dans toutes les sociétés un peu plus avancées dans la civilisation. Comme dans ces sociétés le besoin de communiquer sa pensée se fait sentir, cela entraîne la nécessité d'un service qui assurera l'exercice de cette communication. On créa alors des services publics, méthodiques

et rapides, qui se chargeaient de transporter les missives.

Nous trouvons de pareils services organisés en Égypte, en Assyrie, en Médie et en Perse. Hérodote nous parle longuement de la promptitude des moyens inventés par les Perses pour la transmission de messages. En Grèce chaque état avait ses « hémérodromes », des messagers particuliers à chaque état, chargés de transporter les missives. En Gaule, cette institution devait être assez bien organisée et assez rapide pour les moyens de communication dont on disposait, car César nous raconte que pendant son séjour en Bretagne, écrivant une lettre adressée à Rome pour Cicéron, sa missive mit 26 jours pour arriver à destination.

Les Romains qui possédaient les routes les plus praticables, employèrent aussi un bon système pour la transmission des messages. Ils avaient une institution des postes appelée « *cursus publicus* », institution qui au commencement n'était pas à la portée de tout le monde, car elle servait seulement aux besoins de l'Etat, et ne pouvaient l'utiliser que les personnes munies de « lettres d'évection » (*evectiones tractoriæ*), sortes de certificats délivrés à ceux qui agissaient dans l'intérêt d'une fonction publique. Mais petit à petit cette institution s'est élargie et déjà sous Dioclétien elle était accessible à tout le monde. Elle était organisée presque dans tout l'Empire, mais elle disparut complètement au moyen âge avec l'invasion des barbares. Longtemps ensuite on fut obligé de

profiter de toutes les occasions éventuelles pour transmettre les lettres.

A peine au ^{xiii}^e siècle parurent les messageries de l'Université de Paris, issues du besoin des « escholiers » venus de provinces pour étudier à Paris. Mais ce ne fut que Louis XI qui créa la poste royale. Son but était de découvrir les diverses intrigues anti-royalistes, par le fonctionnement du Cabinet Noir qui devait accompagner l'institution des Postes. Ce service qui fut considérablement agrandi par Louis XIV fut érigé en Monopole par un arrêt du Conseil du 18 juin 1681, dont l'idée fut reprise et renforcée par l'arrêté du 27 prairial an IX, dont nous avons parlé plus haut.

Sur cette matière on a confectionné depuis lors des lois innombrables, codifiées ensuite à plusieurs reprises sous forme d'instructions générales.

A côté de l'administration des postes on créa plus tard l'administration télégraphique, en réservant pour la première fois à l'État par la loi du 2 mai 1837 le droit d'établir des lignes télégraphiques. Ce monopole fut confirmé par un décret du 27 décembre 1851, qui permit en même temps à l'État d'autoriser l'établissement de lignes télégraphiques privées.

Pour revenir à notre question après cette digression historique, nous avons vu que le signataire doit utiliser les services de la Poste pour transmettre sa missive. Il ne faut pourtant pas trop exagérer cette obligation. Il est vrai que d'après l'arrêté du prairial an IX il est défendu

de s'immixer dans le transport des missives, mais cette loi apporte des atténuations. Ainsi l'article 2 de l'arrêté de prairial an IX, fait une exception pour les « papiers uniquement relatifs au service personnel des entrepreneurs de voitures ». De même la loi du 6 avril 1878 fit une exception pour les journaux, recueils, annales, bulletins, mémoires périodiques et tous les imprimés. Donc depuis lors ne constitue plus une contravention prévue par l'arrêté de prairial an IX le fait de se trouver transporteur de ces effets.

Enfin un avis de l'Administration des postes du 26 avril 1855, donna la permission aux particuliers d'expédier leurs lettres par leur domestique ou exprès.

La jurisprudence qui au commencement limita d'une manière rigoureuse l'étendue de cette permission (1), se montra moins sévère dans un arrêt plus récent de la Cour de cassation en date du 24 mai 1912 (2), qui permit d'envoyer les lettres par des personnes qui sont à notre service ou agissent dans notre intérêt exclusif, mais à condition que l'employé ou la personne chargée de transporter nos missives ne soit pas attachée à une agence de publicité et ne transforme pas sa mission spéciale en une opération ouverte et accessible au public.

Dans le cas où le signataire s'adresse à l'administration des postes pour envoyer sa missive, il passe avec cette

(1) Cass., 41 juin 1869 ; D. P. 69. 1. 487 ; Cass. 10 février 1906 : d. p. 906, 1. 128.

(2) D. P. 13. 1. 166.

administration, qui offre ses services à tout le monde, un contrat de transport. En cette qualité semblable à celle du voiturier, la poste sera responsable conformément à l'article 1784, Code civil. En effet cet article dit qu' « ils (les voituriers) sont responsables de la perte et des avaries des choses qui leur sont confiées, à moins qu'ils ne prouvent qu'elles ont été perdues et avariées par cas fortuit ou de force majeure ». En cette qualité, étant aussi dépositaire des lettres confiées, l'Administration des postes sera encore tenue des obligations de l'article 1937, Code civil, c'est-à-dire qu'elle « ne doit restituer la chose déposée qu'à celui qui le lui a confiée, ou à celui au nom duquel le dépôt a été fait, ou à celui qui a été indiqué pour le recevoir. »

Enfin, étant dépositaire en tant que voiturier, la poste doit se soumettre aussi aux obligations de l'article 1931 Code civil. Cet article dit qu' « il (le voiturier) ne doit point chercher à connaître quelles sont les choses qui lui ont été déposées, si elles lui ont été confiées dans un coffre fermé ou sous une enveloppe cachetée ». Voilà le meilleur et véritable fondement juridique du principe de l'inviolabilité du secret de la correspondance par la poste. En lisant cet article 1931, on serait pourtant porté à dire que l'administration des postes ne devrait respecter le secret que des missives cachetées. Mais il faut savoir que cette loi ne fait que donner des exemples en parlant de choses contenues dans des coffres fermés, ou sous une enveloppe cachetée. Il ne faut pas oublier que cet article formule un principe

donné par Pothier, qui disait : « la fidélité que le dépositaire doit à la garde du dépôt, l'oblige à ne pas chercher à connaître les choses qui lui ont été données en dépôt, lorsque celui qui les lui a données en dépôt a voulu les tenir cachées ». Donc chaque fois que le dépositaire a voulu tenir caché l'objet donné en dépôt, le dépositaire serait obligé à ne pas violer le secret (1). Et il est très probable que bien souvent le signataire écrit sur des cartes postales ouvertes des choses qu'il voudrait n'être connues que de son correspondant.

Dans le cas même où un agent de l'administration des postes, involontairement et tout simplement par l'effet du hasard a pris connaissance du contenu d'une missive décachetée, il n'en pourrait pas faire usage et divulguer le secret ainsi appris, car il tomberait sous le coup de l'article 1930, Code civil. En effet cet article dit « qu'il (le dépositaire) ne peut se servir de la chose déposée, sans la permission expresse ou présumée du déposant. »

C'est dans ces principes de droit civil qu'il faut chercher le fondement de l'obligation de l'inviolabilité de la correspondance par la poste, plutôt que de faire reposer cette obligation sur des principes de pure morale, ou de liberté de la pensée, la lettre étant l'expression d'une pensée, ou bien comme on l'a dit encore que cette obligation n'est que la conséquence du monopole postal. L'État se résér-

(1) Baudry-Lacantinerie et A. Wahl : *Traité de droit civil*, t. XXIII, n° 4086.

vant le privilège de faire transporter seul la correspondance, doit garantir en échange l'inviolabilité du secret des choses nécessairement confiées (1). Cela n'est pas exact car n'importe quel autre s'engagerait à transporter une missive serait tenu aux mêmes obligations.

Il ne faut pourtant pas croire que ce principe si juste et si légitime de l'inviolabilité de la correspondance, fut de tout temps observé. Nous avons déjà vu que Louis XI a créé la poste royale rien que pour lui adjoindre la Chambre Noire. Cette institution était chargée de découvrir les lettres par lesquelles on pouvait surprendre les intrigues antiroyalistes. Elle a fonctionné longtemps après sa création avec un cynisme qui faisait se révolter M^{me} de Sévigné et Voltaire. Louis XVI fut le premier qui chercha à mettre fin à ce scandale. Un arrêt du Conseil du roi en date du 18 août 1775, dont nous avons parlé, porta défense de produire en justice des lettres interceptées. Mais Louis XVI même, malgré ses bonnes intentions, ne put résister aux conseils de son entourage et le Cabinet Noir continua son œuvre.

Enfin deux décrets de l'Assemblée Nationale du 10 août 1790 et 10 juillet 1791 proclamèrent le principe de l'inviolabilité du secret des lettres interceptées. Ces dispositions furent sanctionnées par le Code pénal du 25 septembre-6 octobre 1791, qui portait dans sa deuxième partie, titre premier, section III, l'article 23 ainsi rédigé : « quiconque

(1) Legris : *Du secret des lettres missives*, p. 17.

sera convaincu d'avoir volontairement et sciemment supprimé une lettre confiée à la poste, ou d'en avoir brisé le cachet et violé le secret, sera puni de la peine de deux ans de gehenne ». Cet article fut rapporté à peu près dans les mêmes termes dans le *Code des délits et des peines* du 3 brumaire an IV, au titre III, article 368. Mais les dispositions de cet article ne furent guère observées et la Chambre Noire travaillait encore en secret.

Enfin dans notre Code pénal figure l'article 187 qui proclame que « toute suppression, toute ouverture de lettre confiée à la poste commise ou facilitée par un fonctionnaire, ou un agent du gouvernement, ou de l'administration des postes sera puni d'une amende de 16 à 300 francs. Le coupable sera de plus interdit de toute fonction ou emploi public pendant 5 ans au moins et 10 ans au plus ». Ce texte qui a adouci considérablement la peine, a du même coup restreint le champ d'application de l'ancien article 368. Il ne parle plus de simples particuliers, il ne vise que le crime commis par un fonctionnaire ou agent du gouvernement, ou de l'administration des postes. La jurisprudence a étendu cet article aux fonctionnaires non assermentés provisoires ou embauchés en cas d'insuffisance de personnel (1). Mais comme cet article n'envisage que la suppression et l'ouverture de lettres, on en a déduit que les cartes postales à découvert et les imprimés, papiers

(1) Cass., 15 août 1856 ; S. 56. 1. 149 ; Orléans, 24 avril 1866 ; D. P. 97. 2. 28.

d'affaires, etc., ne tombent pas sous le coup de cette loi. Mais nous ne pouvons admettre ce raisonnement, car d'abord le mot lettre est pris dans un sens général et ensuite ce genre de correspondance (imprimés, cartes postales, etc.) n'existant pas même au moment de la confection de cette loi, le fait de les avoir passés sous silence ne prouve pas que cet article a entendu les exclure. En ce sens s'est prononcé un arrêt de la Cour de cassation en date du 13 mai 1870, disant que les imprimés sont protégés par l'article 187, Code pénal à l'égard des lettres proprement dites (1).

En dehors des dispositions de cet article qui sanctionne la violation du secret des missives par un agent de l'administration des postes, nous avons encore dans le Code pénal l'article 378 qui punit la divulgation seulement de secrets contenus dans les lettres. Cet article dispose que : « Les médecins, chirurgiens et autres officiers de santé, ainsi que les pharmaciens, sages-femmes et autres dépositaires par état ou par profession, des secrets qu'on leur confie, qui hors les cas ou la loi les oblige à se porter dénonciateurs, auront révélé ces secrets, seront punis d'un emprisonnement d'un mois à six mois et d'une amende de 5 francs à 500 francs ». Cet article sera applicable aux agents de l'administration des postes qui sans avoir commis un délit qui tomberait sous le coup de l'article 187, c'est-à-dire qui ne se sont pas rendus cou-

(1) Dalloz 70. 4. 284.

pables de suppression de lettres, mais auraient tout simplement lu une carte postale et en auraient divulgué à des tiers le contenu. Cet article leur sera applicable, car ces agents sont des dépositaires de secrets et ces secrets leur ont été confiés à raison de leur profession et nécessairement à cause du monopole postal. Et même outre ce raisonnement que nous venons de faire, il ne reste plus ombre de doute aujourd'hui que cela est vrai, car l'article 13 de l'Instruction générale applique purement et simplement l'article 378 Code pénal pour la divulgation par un fonctionnaire du contenu des missives.

Si vous ajoutez à ces sanctions, le fait que la jurisprudence applique l'article 173 Code pénal, aux fonctionnaires de l'administration en cas de soustraction des effets, titres et valeurs que peuvent contenir les missives (et nous savons que l'article 173 punit de pareilles soustractions de la peine des travaux forcés à temps) et si vous considérez encore le serment que chaque fonctionnaire de cette administration doit prêter avant son entrée en fonctions de « garder la foi due au secret des lettres », vous aurez alors toute une armature destinée à protéger les intérêts du signataire.

Et ce que nous venons de dire pour les lettres écrites, s'applique tout aussi bien aux télégrammes qui ont besoin encore plus de toutes ces précautions, car forcément les fonctionnaires prendront connaissance du contenu des dépêches.

Comme nous voyons, une des obligations principales,

dont l'administration est tenue envers le signataire qui lui confie sa lettre, est de garder le secret, de ne pas le violer ni le divulguer.

Cela est très explicable, car, comme nous l'avons vu, la lettre est encore la propriété du destinataire, remise tout simplement en dépôt entre les mains de l'administration des postes, qui s'engage à la transporter au destinataire.

Pourtant il y a des cas exceptionnels, où ce principe de l'inviolabilité de la correspondance n'est plus observé. Ce sont des exceptions établies dans l'intérêt général. Devant cet intérêt général, l'intérêt privé du propriétaire doit céder. Rien de plus simple et de plus conforme à notre droit.

Nous trouvons des cas où on peut saisir les lettres confiées à la poste. Je ne veux pas parler ici de la Chambre Noire, car d'abord je ne pourrais savoir si elle opère encore dans le mystère. Quelques cas assez retentissants pourraient nous faire croire à l'existence de son fonctionnement sous le haut patronage de l'État. On se rappelle encore les violations des lettres dont furent victimes le député Bourlier en 1896 et M. Delcassé en 1898. Cette dernière violation donna l'occasion à M. Millerand de faire à la Chambre une interpellation retentissante le 3 février 1898.

Mais ce n'est pas de ces exceptions mystérieuses que je veux parler, mais de certaines exceptions légales et légitimes, consacrées par des textes de notre loi qui recon-

naissent à certaines autorités le droit d'intercepter les lettres des particuliers.

Ainsi le juge d'instruction en vertu de l'article 87 et 89 du Code d'instruction criminelle, ayant le droit, comme nous allons le voir plus loin, de rechercher les preuves des infractions dans la correspondance, ne tombera pas en tant que fonctionnaire sous le coup de l'article 187 du Code pénal pour le fait de la violation du secret des lettres. Comme l'administration des postes refusa longtemps de lui permettre de saisir la correspondance dans ses bureaux, un arrêt du Conseil d'État en date du 4 février 1829, décida qu'il pourra saisir les lettres adressées à des prévenus. La jurisprudence alla plus loin et admit la légalité de la saisie même de lettres échangées entre des tiers. Ces décisions sont vraiment critiquables et même déplorables; elles donnent lieu à des véritables dangers et à des abus.

L'administration des postes, après cette décision du Conseil d'État, permit de même aux Procureurs de la République de saisir les lettres entre ses mains. Il a fallu accorder encore ce droit aux préfets des départements, et au préfet de police à Paris, qui l'exerceront en qualité d'officiers de police judiciaire, et en vertu de l'article 10 du Code d'instruction criminelle. Enfin le Conseil des ministres, aux termes de l'article 14 de la loi du 29 juillet 1884, pourra interdire la circulation en France des journaux et écrits périodiques publiés à l'étranger. Nous devons rappeler encore qu'en ce qui concerne le service télégraphique, les agents auront le droit de refuser cer-

taines dépêches, et ils auront même l'obligation d'envoyer les télégrammes suspects au Ministre de l'intérieur, et cela sur la simple réquisition de l'un de ses préfets.

Malgré leur caractère souvent excessif il faut pourtant convenir que ces exceptions sont dictées par des raisons sociales assez plausibles, et nous devons dire que la lettre que le signataire confie à la poste est assez bien protégée contre l'indiscrétion de l'Administration.

Dans le cas où cette Administration manque à ses obligations, qui pourrait l'actionner en justice? D'abord le propriétaire de la missive en vertu du contrat qu'il a passé avec l'administration aura ce droit. Mais le destinataire de la lettre aurait-il le droit de poursuivre l'Administration, car nous voyons qu'il n'est pas encore propriétaire de la missive? M. Hepp, en raisonnant sur les irrégularités commises dans la transmission des télégrammes, croit que le destinataire peut actionner l'Administration, comme cessionnaire des droits de l'expéditeur, avant qu'il ne soit en possession de sa lettre. Il ne pourra agir de son chef qu'à partir du moment où il sera en possession, car il devient propriétaire à partir de ce moment. Mais nous préférons dire que le destinataire peut actionner en justice l'Administration des postes, non pas en vertu de la cession des droits de l'expéditeur, mais en vertu du contrat passé par l'expéditeur même avec la poste. Ce contrat n'était qu'une stipulation pour autrui, au profit du destinataire. Dans ces contrats de stipulation pour autrui, le tiers a le droit d'agir directement contre l'obligé pour exécuter son

obligation, ou de demander des dommages-intérêts en cas de refus ; dès lors, nous pouvons dire que le destinataire pourra actionner en justice directement l'Administration des postes.

De ce que nous venons de dire, il ressort que le signataire, c'est-à-dire l'expéditeur reste propriétaire de la missive pendant tout le temps que cette missive n'est pas encore arrivée entre les mains du destinataire. La preuve de la vérité de ce que nous venons d'affirmer, nous l'avons vu dans l'article 504 de la nouvelle Instruction générale de 1899, qui stipule que l'expéditeur aura le droit de retirer sa missive, même lorsqu'elle est déjà arrivée au bureau de destination. Jusqu'à cette loi, on n'avait cette permission de retirer la lettre que pendant le temps où elle se trouvait encore dans le bureau d'expédition. Le motif de cette ancienne disposition était de ne pas entraver trop le fonctionnement de la poste. Mais voyant que cette disposition toute pratique ne correspondait pas à l'état de choses existant et que partout à l'étranger on voyait dans l'expéditeur un propriétaire et dans l'Administration un mandataire, on a bien été obligé de donner le moyen au mandant de révoquer son mandat à volonté.

C'est encore depuis cette loi que dans le service postal international l'indemnité est acquise à l'expéditeur et elle n'est payée au destinataire que sur l'assentiment de l'expéditeur (Art. 408, Instr. génér., 1899). Quant au service intérieur il est vrai que cette indemnité est payée de préférence au destinataire en vertu de l'article 598 ; mais cette

disposition peut s'expliquer encore par l'idée de la stipulation pour autrui, ainsi que nous en avons déjà parlé plus haut.

Cette idée de voir dans l'expéditeur le propriétaire de la lettre en cours de route, n'est pas nouvelle, et nous l'avons trouvée aussi dans le droit romain, où nous avons vu que l'expéditeur seul pouvait intenter l'*actio furti* contre quiconque se serait emparé de la missive et avant que celle-ci ne fût arrivée entre les mains du destinataire ou de son mandataire, ce qui revient au même.

De nos jours, c'est encore le signataire qui sera en droit d'actionner les particuliers pour le vol ou la violation du secret d'une missive en cours de route. Et puisque nous sommes arrivés à parler des différents délits commis par des tiers, simples particuliers, sur la missive, hâtons-nous de dire que dans notre système actuel de législation, le principe de l'inviolabilité de la correspondance et l'intérêt de l'expéditeur ne sont pas suffisamment sauvegardés.

En effet, nous avons vu que l'article 187 actuel de notre Code pénal, ne punit plus les suppressions et ouvertures des lettres commises par les simples particuliers, comme le faisait l'ancien article 368 qui l'avait remplacé et qui figurait dans le Code des délits et des peines du 3 brumaire an IV, au titre III. Cet ancien article s'exprimait : « Quiconque sera convaincu d'avoir... supprimé, etc. », tandis que notre article actuel ne parle plus que de suppression « commise par un fonctionnaire, ou un agent du gouvernement ou de l'Administration des postes. »

On a cherché alors à appliquer aux simples particuliers l'article 401 du Code pénal qui punit le vol, et cela est très juste quand la lettre qu'on s'est appropriée contenait une valeur. Mais que faut-il penser quand la suppression a été faite tout simplement dans le but de lire la lettre, de prendre connaissance de son contenu. Cette question a donné lieu à beaucoup de discussions. La Cour de Bastia, par un arrêt en date du 2 avril 1849 (1), a décidé que la soustraction d'une missive confiée à la poste et ne contenant aucune valeur, n'opérant ni obligation ni décharge commise par un simple particulier, ne constitue pas le délit de vol prévu et puni par l'article 401 du Code pénal. Cet arrêt raisonne ainsi : « l'article 187 punit non seulement le détournement des lettres confiées à la poste, mais encore la simple ouverture faite dans le but de violer le secret de lettres. Eh bien ! quelle peine appliquera-t-on au simple particulier, qui au lieu de détourner ou supprimer une lettre se sera borné à l'ouvrir et à violer ainsi le secret de la lettre ? Aucune, puisque l'article 187 n'est pas applicable aux particuliers ». Ensuite « si l'on admettait que la peine du vol est applicable aux simples particuliers, il en résulterait cette conséquence étrange que le simple particulier serait puni d'une peine beaucoup plus sévère que le fonctionnaire ou l'employé ». En effet, le vol est puni d'un an à cinq ans d'emprisonnement, tandis que l'article 187 ne prévoit que trois mois à

(1) Dalloz, 49.2.90.

cinq ans de la même peine. Enfin, « lorsqu'il s'agit d'un vol tel qu'il est défini par la loi, l'article 401 exige deux conditions : la première que la soustraction soit frauduleuse, la seconde que l'agent ait eu l'intention de s'approprier la chose d'autrui. Or, qui pourrait supposer que celui qui détourne une lettre pour en violer le secret a eu l'intention de s'approprier la chose d'autrui ? »

Dans le même sens nous trouvons l'arrêt rendu par la Cour de cassation en date du 9 janvier 1863 (1), qui décida que le particulier coupable de suppression ou ouverture de lettres confiées à la poste n'est passible d'aucune peine. Mais nous ne pouvons admettre cette théorie qui rendrait trop incertain le sort de notre correspondance et la jurisprudence s'en est rendu compte dans quelques arrêts.

Elle a d'abord étendu la peine édictée par l'article 187 Code pénal, dans le cas où le particulier a été le complice d'un agent de l'administration des postes. Nous savons que le Code pénal punit de la même peine le complice et l'auteur principal, on a donc décidé que le simple particulier sera puni ainsi que l'agent avec qui il a commis le crime, par l'article 187 avec toutes ses conséquences, c'est-à-dire l'interdiction de toutes fonctions ou emploi public pendant cinq ans au moins et dix ans au plus (2).

On est allé plus loin et on a appliqué l'article 255 Code

(1) D. P., 63.1.163.

(2) Cass. 9 janvier 1863 : D. P. 63. 1. 160.

pénal, au cas de soustraction par les particuliers de lettres aux bureaux de postes, ces bureaux étant de véritables dépôts publics. En ce sens l'arrêt de la Cour de cassation en date du 2 avril 1864 (1), qui applique cet article même à l'égard de lettres ne renfermant aucune valeur ou titres (2).

Nous pouvons dire que presque toute la jurisprudence admet que la propriété des lettres en cours de route appartient à l'expéditeur et en conséquence elle lui donne le droit d'en réclamer la restitution aux tiers qui par des manœuvres coupables sont parvenus à s'en emparer. Elle lui donne le droit de réclamer à l'auteur de ce délit une condamnation à des dommages-intérêts en réparation du dommage matériel ou moral causé (3).

Quant à nous, nous croyons qu'on devrait lui accorder le même droit, non seulement contre ceux qui ont supprimé ou détourné une missive confiée à la poste, mais même contre ceux qui par tout moyen ont cherché à violer le secret de ces missives. Car comme nous l'avons dit, le contenu d'une lettre forme avec son support matériel un tout qui appartient à l'expéditeur, et celui qui s'en est approprié par soustraction le contenu en lisant la lettre,

(1) S. 64. 1. 428.

(2) En ce sens encore : Nîmes 16 février 1853 : D. P. 53. 2. 32 ; Amiens 22 juillet 1882 : S. 83. 2. 81 ; Paris 29 juillet 1891 : *Gaz. des Tribunaux* 30 juillet 1891.

(3) *Gazette des Tribunaux* 30 octobre 1891.

s'est emparé d'une chose d'autrui : la confiance qui ne lui appartenait pas.

Après ce que nous venons de dire j'estime peu intéressant de rappeler qu'il y a des auteurs qui croient que la lettre en cours de route appartient au destinataire. Quel serait le fondement de cette propriété ? Si l'acte fait par l'expéditeur, d'envoyer une lettre à son correspondant est une donation, alors la propriété de cette chose donnée ne pourra lui être acquise avant l'acceptation, car toute donation mérite acceptation. — Dire, comme on l'a fait que l'Administration des postes serait en même temps que le mandataire de l'expéditeur, le gérant d'affaires du destinataire, ce serait commettre une grossière erreur. Car d'abord, nous l'avons vu, cette Administration n'est pas le mandataire de l'expéditeur, pour la bonne raison qu'elle n'est qu'un entrepreneur qui a contracté avec l'expéditeur un contrat de louage d'industrie en se chargeant de transporter la missive. Elle est encore moins le gérant d'affaires du destinataire, car la gestion d'affaires nécessite que le gérant travaille dans l'intérêt du géré. Or il peut bien arriver le contraire, entres autres que la missive contienne des dispositions tout à fait contraires à l'intérêt du destinataire. Ensuite comment admettre que la même personne, l'Administration des postes, soit en même temps le mandataire et le gérant d'affaires des deux individus entre lesquels existent des rapports de droit ? On a répondu que les deux parties en présence n'ont pas d'intérêts opposés. Mais le sait-on jamais ? Cette doctrine n'ayant aucun

fondement juridique nous ne pouvons donc admettre la théorie de ceux qui croient que la lettre en cours de route appartient déjà au destinataire, et dès lors nous ne pouvons approuver les arrêts qui ont statué en ce sens ainsi que le fit le Tribunal de Paix de Paris dans un jugement en date du 24 janvier 1902 (1), en proclamant que la lettre devient dès son départ la propriété du destinataire.

Comme conséquence de la règle que l'expéditeur reste le propriétaire de la missive en cours de route, nous devons dire que c'est lui qui en subira le risque en cas de perte. Cette perte peut être considérable quand la lettre contient des valeurs ou titres. Cette conséquence n'est que l'application pure et simple de la règle *res perit domino*. Donc si j'envoie une somme à mon créancier par une simple lettre recommandée, comme la poste n'est tenue en pareil cas à rembourser au plus que la somme de 50 francs, ce sera donc moi qui subirai les conséquences de la perte ; *a fortiori* si je l'envoie par lettre recommandée. Pourtant lorsque mon créancier m'a indiqué et m'a chargé d'envoyer la somme par ce mode d'envoi et si je me suis conformé à ses indications, alors je ne suis plus en faute et la missive avec le titre ou la valeur contenue, voyage aux risques et périls de mon créancier, car telle a été la convention et celle-ci fait la loi des parties. A ce point de vue toute la jurisprudence est unanime (2).

(1) *Gazette des tribunaux*, 5 avril 1902.

(2) Paris, 18 mai 1850 ; D. P. 50.2.153 ; Lyon, 16 mars 1854 ; D. P. 55.2.141.

Avant de terminer ce chapitre, qui traite de la situation juridique de la lettre avant son arrivée chez le destinataire, il nous reste à traiter encore une dernière question. C'est la question de savoir que deviennent les missives expédiées avec une fausse adresse et surtout les missives dont l'adresse peut être douteuse ou confuse, c'est-à-dire celle qui pourrait désigner deux ou plusieurs personnes. Dans la première hypothèse, c'est-à-dire lorsqu'il s'agit d'une adresse insuffisante ou inconnue, la poste est obligée de renvoyer ces missives à leur expéditeur si leur adresse est indiquée (art. 338, Instr. gén.), sinon, elles sont renvoyées au rebut, c'est-à-dire à l'Administration centrale des postes et télégraphes. Au rebut on procède d'abord à leur ouverture et si après cette opération on peut avoir des indications précises sur l'adresse du destinataire, on les renverra à celui-ci, sinon à l'expéditeur dans le cas où au moins l'adresse de celui-ci peut être découverte (899, Instr. générale). Si les deux adresses restent, malgré l'ouverture de la lettre, inconnues, alors la poste est obligée de les garder au rebut pendant trois mois lorsque ces missives ne contiennent ni valeurs ni papiers importants. Après ces délais on les enferme dans des sacs scellés pour les détruire (Instr. gén., 910, 916, 911, 917, 919). Les valeurs au bout de trois ans seront acquises à l'État.

En ce qui concerne notre deuxième hypothèse, c'est-à-dire lorsque l'adresse peut s'appliquer à deux ou plusieurs personnes, il y aura alors une question de propriété à régler qui, nous allons le voir, sera tranchée par les juges

des faits. Comme cette question touche de près la question de la propriété du destinataire, nous la réservons pour notre suivant chapitre où nous allons étudier la situation juridique de la lettre une fois arrivée chez le destinataire.

SECTION II

La lettre arrivée chez le destinataire.

Nous voilà arrivés à la question la plus intéressante de notre thèse.

Nous avons vu quelle est la situation juridique de la lettre en cours de route ; elle reste pendant tout ce temps la propriété de l'expéditeur et elle n'est qu'à titre de dépôt entre les mains de l'Administration des postes. Cette administration, d'après le contrat passé avec l'expéditeur s'est obligé à faire parvenir cette lettre au destinataire dont l'adresse se trouve suscrite. Une fois que cette remise a été accomplie, à qui appartient cette lettre ?

Des systèmes innombrables se sont présentés pour donner des solutions différentes.

Nous avons pourtant démontré quel grand intérêt il y aurait de savoir à qui appartient la lettre ; nous n'allons pas reprendre ici les idées que nous avons énoncées. Nous aurons tout simplement à envisager les principaux

systèmes, qui ont trouvé un écho dans la jurisprudence et nous allons voir ce qu'il faut penser de chacun.

Ce qui a donné beaucoup de difficulté à cette question de propriété, c'est le caractère confidentiel des lettres. En effet, le droit de propriété sur la lettre n'est pas illimité, il n'est pas possible qu'il le soit, car vous devez respecter la confiance de la lettre. Voilà ce qui ressort de tous ces systèmes.

Mais passons-les d'abord en revue et pour faciliter notre tâche groupons-les en trois systèmes.

D'après un premier système la propriété reste au signataire, d'après le deuxième il y a lieu à une copropriété, d'après une troisième la propriété passe au destinataire. Mais dans chaque groupe il y aurait encore des opérations différentes ; il y aura lieu à des subdivisions car il y a des auteurs qui font des restrictions et qui le plus souvent n'oseront pas donner une affirmation nette et tranchante.

Reprenons chaque système séparément en les analysant de près et en tâchant de démontrer ce qu'ils ont de faible et de critiquable.

§ 1^{er}. — LA PROPRIÉTÉ APPARTIENT AU SIGNATAIRE

Dans ce système, le destinataire, bien que se trouvant en possession de la missive, n'est pourtant qu'un dépositaire. L'expéditeur étant l'auteur de la lettre sur laquelle il a fixé ses idées et sa conception, dans un style et une

forme qui lui est propre, comment dire qu'il ne restera pas le propriétaire de cette lettre. S'il l'a envoyée au destinataire c'est tout simplement pour qu'il la lise, il lui a confié la lettre à titre de dépôt, et la preuve en est que le destinataire n'aura pas le droit de divulguer le secret de cette lettre. Plus que cela, il n'aura pas le droit de la publier, même lorsqu'elle ne renfermera aucun secret. La preuve qu'il veut et qu'il entend rester propriétaire de la missive c'est que souvent le signataire, parlant d'une lettre par lui antérieurement écrite, emploie l'expression « Dans *ma* dernière lettre » et le destinataire aussi de son côté comprend que la lettre à lui adressée ne lui appartient pas ; car il s'exprime souvent : « dans *votre* dernière lettre ».

En ce sens s'est prononcé la jurisprudence dans quelques vieux arrêts (1) et même plus récemment dans un arrêt d'Orléans en date du 19 mars 1900 (2).

Mais les arrêts en sens contraire sont encore plus nombreux ; et à ce sujet un arrêt de la Cour de Toulouse du 6 juillet 1880 (3) est surtout très intéressant.

En effet la suscription du nom du destinataire ne prouve-t-il pas bien que l'auteur a eu l'intention de le dessaisir de la lettre au profit du destinataire ?

N'a-t-il pas témoigné son *animus donandi* ? Quant à son

(1) Limoges 17 juin 1824 : S. 24. 2. 383.

(2) D. P. 903. 2. 388. En ce sens encore : Bordeaux, 2 août 1882. D. P. 84. 1. 89 ; Besançon, 27 mars 1889 : D. P. 90. 2. 176 ; Nancy, 14 mai 1890 : D. P. 91. 2. 266.

(3) S. 81. 215.

droit exclusif de tirer profit de la publication de ses lettres cela est une autre question, ce n'est pas une preuve que l'expéditeur reste le propriétaire de la lettre même. On a invoqué les paroles de Royer-Collard lors de la discussion d'un projet de loi en 1824 sur la propriété littéraire. Royer-Collard avait dit ses paroles : « Qu'on pense par lettre ou autrement on conserve son droit à la pensée ». Mais cela ne prouve pas que l'expéditeur reste le propriétaire de la lettre, cela prouve tout simplement qu'il conserve seul le droit de bénéficier de la publication de son écrit en vertu de la loi. Ce n'est pas une question de propriété, car d'abord la pensée ne peut former l'objet d'une propriété. C'est tout simplement le droit exclusif qu'il a de tirer seul, profit de son œuvre par la voie de publication.

D'autre part dire que le destinataire est dépositaire seulement de la lettre, ce serait méconnaître le caractère du contrat de dépôt et les obligations qui dérivent de ce contrat. Le dépositaire n'a pas le droit d'user de la chose déposée, or le destinataire a la lettre à sa disposition pour la lire et s'il trouve une idée qui peut lui servir il en fera emploi, il s'en servira dans ses recherches scientifiques ; il aura le droit de s'en servir en justice, etc. Mais il a de plus, le droit de la détruire ; comment donc dire qu'il n'est qu'un dépositaire ? Le dépositaire est obligé par la loi de rendre la chose déposée et cette obligation implique celle de conserver. Or il n'y a pas une seule obligation semblable pour le destinataire. Ensuite le dépositaire ne pourra pas revendiquer la chose déposée qui se trouve entre les

moins d'un tiers, sans l'aide du véritable propriétaire. Or le destinataire peut revendiquer sa lettre seule et même intenter cette action contre le signataire de la lettre.

Celui-ci en s'emparant de la lettre une fois remise au destinataire commet un vol et en conséquence pourra être poursuivi. Comment pourrions-nous encore soutenir que le signataire reste le propriétaire de la missive et que le destinataire n'en est qu'un dépositaire. Sentant la faiblesse de cette théorie d'autres ont voulu faire une distinction. Voyant les restrictions imposées au destinataire concernant le secret des lettres, et ne trouvant pas une explication suffisante à ces restrictions, ils ont conclu que la lettre devient bien la propriété du destinataire par la remise, mais seulement quand elle ne renferme pas une confidence. Mais dans le cas où la lettre serait confidentielle, l'expéditeur seul en resterait propriétaire, le destinataire n'en est que le dépositaire. Telle est l'opinion de Dalloz (1), de Rousseau (2) et d'une grande partie de la jurisprudence (3).

Nous refutons encore ce système pour les mêmes motifs que nous avons indiqués plus haut. Nous pouvons ajouter encore à ce système la difficulté immense de dis-

(1) Dalloz Rép., voir : lettre missive.

(2) Rousseau : *Traité théorique et pratique de la correspondance*. Paris, 1877.

(3) Limoges, 17 juin 1824 : S. C. N. VII, 2. 383 ; Cass., 9 fév. 1881, D. P. 82. 1. 73 ; Bordeaux, 2 août 1882, D. P. 82. 1. 73 ; Nancy, 14 mai 1890, D. P. 91. 2. 266 ; Orléans, 19 mai 1900, D. P. 903. 2. 388.

cerner une lettre confidentielle d'une autre ne revêtant pas ce caractère. Plus loin nous allons mieux nous rendre compte de la difficulté d'appréciation du caractère confidentiel. Donc nous ne pouvons admettre cette théorie qui ne veut pas accepter le principe général d'après lequel les lettres missives appartiennent aux destinataires, et soutiennent par contre que cette règle n'est pas absolue, qu'il faut chercher la volonté de l'expéditeur dont l'intention sera probablement contraire, c'est le cas pour les lettres qui renferment un secret ou qui revêtent un caractère confidentiel.

Enfin nous devons parler de la théorie de M. Hepp (1), qui touche de près ce système. Celui-ci ne fait qu'ajouter aux lettres confidentielles qui restent la propriété de leur auteur les lettres scientifiques ou littéraires. En effet il dit d'abord : « La lettre missive appartient en général à celui qui la reçoit dès l'instant ou celui qui l'a écrite s'en est dessaisi. (Nous savons à quoi nous en tenir sur cette première affirmation), mais dans la mesure seulement où celui qui l'a écrite a voulu la donner » puis « une lettre confidentielle reste la propriété de celui qui l'écrit et seulement un dépôt entre les mains du destinataire. » Ensuite : « il peut se présenter encore un autre cas dans lequel on ne pourrait se prévaloir du principe que la lettre devient la propriété de celui qui la reçoit ; lorsqu'un auteur communique dans une lettre une partie de l'ouvrage qu'il

(1) Hepp, *Dè la correspondance privée*, etc. Paris, 1894, p. 73.

se propose de publier ». Et il veut parler ici des lettres scientifiques ou littéraires. Nous appliquerons donc les mêmes remarques qu'au système précédent en ajoutant qu'il n'est pas toujours facile de trouver la limite qui sépare les lettres littéraires ou scientifiques d'une lettre ordinaire. Ce système inspiré par le monopole des auteurs sur la publicité de leurs œuvres, monopole assuré par les droits d'auteur, est inutile, car le droit du signataire en tant qu'auteur sera suffisamment protégé par ce monopole et on n'aura pas besoin pour le faire valoir de recourir à une idée si fausse que celle de croire qu'il reste propriétaire de la lettre même.

§ 2. — LE SYSTÈME DE LA COPROPRIÉTÉ DES LETTRES

Ce système s'éloigne du vieux principe inscrit dans la loi de Labénou à savoir que la lettre devient la propriété du destinataire ; il s'éloigne aussi des arrêts des Parlements qui ne l'ont jamais adopté.

L'idée pourtant n'est pas nouvelle et elle fut déjà soutenue devant l'Assemblée Nationale par Camus le 27 juillet 1789 (1). Celui-ci disait : « Je regarde la propriété d'une lettre comme une propriété commune entre celui qui l'envoie et celui qui doit la recevoir ou qui l'a déjà reçu ». Comme nous voyons même en cours de route la

(1) *Archives parlementaires*, t. VIII, p. 73.

lettre pour Camus fait l'objet d'une copropriété entre le signataire et le destinataire. Plus tard de Cormenin a repris cette idée et l'a développée dans la revue critique de 1851 (1). La jurisprudence y puisa largement et un grand nombre d'arrêts se sont inspirés de cette idée de copropriété des missives.

En lisant attentivement ces arrêts on voit que la cause qui les poussèrent dans cette voie n'est que la nécessité de couvrir d'une théorie juridique les droits qui restent encore entre les mains du signataire, même après s'être dessaisi de sa missive.

Ces droits sont d'abord de s'opposer à ce que le secret renfermé dans la lettre ne soit divulgué par son correspondant ou toute autre personne, et deuxièmement celui de s'opposer à ce que la lettre soit publiée sans sa volonté et en dehors de tout caractère confidentiel. « Dès que la lettre a été envoyée et est parvenue à destination, aussitôt et par voie implicite il se forme un contrat et l'article 1134 apparaît. Une convention résulte nécessairement de cette communication du secret, faite d'une manière exclusive c'est que le destinataire le reçoit avec l'engagement de ne pas le livrer sans l'assentiment de l'auteur de l'écrit. Il s'établit ainsi entre les deux parties contractantes une sorte de copropriété *sui generis* de la confiance et par voie de conséquence, de la lettre qui l'exprime (2).

(1) *Revue critique*, t. I, p. 104.

(2) *Gazette des tribunaux*, 7 décembre 1887.

La législation allemande, il me semble, s'est laissée entraîner dans cette voie. En effet l'article 387 du Code de procédure civile allemande donne à l'auteur la permission de demander au destinataire de la lettre par lui écrite, la production de cette lettre en se conformant aux règles admises à la production des pièces ou titres appartenant en commun à plusieurs personnes.

Que dire d'une pareille théorie, sinon qu'elle méconnaît les principes et le caractère de la copropriété et de l'indivision. Ce système inventé pour donner à l'expéditeur un moyen d'intervenir et d'arrêter la divulgation et la publicité du contenu d'une lettre, est tout à fait artificiel. Comment voir une propriété commune sur une chose, entre des personnes qui n'ont pas sur cette chose des droits identiques? Comment voir une copropriété là où un des titulaires aura le droit même de détruire la chose et que l'autre n'aura pas même le droit de la demander? Les droits conférés sur la lettre à chacun de ces titulaires seront des droits intéressés. Ensuite cela serait une copropriété qui ne pourrait jamais prendre fin. Or le caractère de la copropriété ou de la propriété indivise est de pouvoir prendre fin à la volonté des titulaires, qui ne peuvent même valablement s'obliger à une indivision dépassant le terme de cinq ans.

Sentant le caractère artificiel d'une pareille copropriété inventé après coup, certains arrêts convinrent qu'il s'agit là d'une copropriété *sui generis*, et un arrêt de Grenoble,

du 29 juillet 1905 lui donna la dénomination de *condominium sui generis* (1).

Parler ainsi c'est se dérober trop facilement à la critique. Créer des droits de propriété *sui generis*, c'est user de moyens trop faciles mais très peu scientifiques pour expliquer les choses. C'est surtout ne rien expliquer tout en ayant l'air d'avoir tout dit.

Enfin d'autres auteurs enseignent qu'il n'y a lieu à la copropriété que pour les lettres confidentielles qui renferment un secret. En limitant l'application de cette théorie à certaines lettres, l'erreur cependant persiste et ce système n'échappera pas davantage aux mêmes appréciations critiques.

§ 3. — LA PROPRIÉTÉ APPARTIENT AU DESTINATAIRE

Ce troisième système me semble le plus exact, le plus près en tout cas de la réalité et traduisant de la façon la plus vraisemblable l'intention de l'expéditeur. La lettre appartient au destinataire dont le nom se trouve suscrit par l'expéditeur qui a bien voulu lui en faire cadeau.

Voilà le système partagé par le plus grand nombre des auteurs et par le plus grand nombre des arrêts. Les lois des pays étrangers semblent bien pour la plupart adopter ce principe. La loi colombienne a consacré ce système dans l'article 33 de la loi du 20 octobre 1886. En Angle-

(1) D. P. 1906. 2. 138

terre et aux États-Unis c'est le destinataire qui possède l'action en revendication (*for detinue*) contre les tiers détenteurs et c'est lui qui peut disposer de la lettre (1).

Il n'y a que la législation allemande qui, comme nous l'avons vu par son article 387 du Code de procédure, semble vouloir adopter le principe de copropriété.

Mais si la plupart des auteurs partagent ce système, tous ne l'appliquent pas de la même manière. Et ce qui fait leur discordance c'est encore le fait de vouloir trouver un point d'appui aux droits du signataire.

Ainsi, M. Hanssens, quoiqu'il admette que toutes les missives appartiennent à leurs destinataires indépendamment de leur caractère confidentiel ou non, croit pourtant que le destinataire ne reçoit pas la propriété de la confidence et qu'il n'en reste que le dépositaire. « Celui qui écrit de pareilles lettres, obéit à la nécessité, ou cède au désir de s'épancher dans le cœur d'un ami. Il ne communique pas ses plus intimes pensées à celui auquel il s'adresse, pour que celui-ci en dispose. Il n'y a pas de sa part d'*animus donandi*, de volonté de renoncer au droit de disposer seul du secret dont il est possesseur. Il suit la foi de son correspondant et lui confie ce secret, dans l'assurance qu'il ne le divulguera pas sans autorisation (2) ». L'arrêt de la Cour d'appel de Paris en date du 10 décembre 1830, adopte cette opinion, affirmant qu'« une lettre con-

(1) Scrutton, *The law of Copyright*, p. 63.

(2) Haussens, *Du secret des lettres*, Bruxelles, 1890, p. 193.

fidentielle n'est pas une propriété pure et simple dans les mains de celui à qui elle a été écrite ; que le secret qu'elle renferme est un dépôt dont ce dernier ne peut seul disposer.

Nous avons vu ce qu'il faut penser de ce dépôt qui ne correspond pas du tout à la véritable nature de ce contrat.

D'autres auteurs font une distinction basée sur cette idée que nous avons vue, à savoir que la lettre se compose de deux éléments, dont un matériel qui forme comme un *substratum* et l'autre immatériel : la pensée. Ces auteurs disent que l'élément matériel appartiendra au destinataire, parce que l'expéditeur lui en fait cadeau, tandis que l'autre élément, l'élément immatériel, reste bel et bien la propriété du signataire. Telle est l'opinion partagée par MM. Peret (1), Magistry (2) et Paris (3).

Mais, nous avons vu que les deux éléments sont inséparables et pour jouir de la propriété de l'élément immatériel, on devrait avoir au moins la possession de l'autre élément, du support matériel, de la lettre même. Or nous avons vu que sur cette chose il ne peut être question de droit de propriété. Comment conserver la propriété d'une chose qu'on n'a plus le droit d'exiger ? Car le signataire ne pourra jamais obliger le destinataire à lui rendre sa lettre pour s'en servir ou la publier.

Pourtant un arrêt de la Cour de cassation de Bruxelles

(1) Péret, *De l'inviolabilité du secret des lettres*, pp. 68-69.

(2) Magistry, *Des lettres missives*, pp. 192-193.

(3) Paris, *Le secret de la correspondance*, p. 81.

en date du 16 novembre 1863, s'est prononcé en ce sens : «... il est cependant reconnu en principe que la lettre missive en tant que manifestation de la pensée ou des sentiments, comme en tant qu'œuvre littéraire, reste la propriété de celui qui l'a écrite et conçue, bien que l'instrument soit la propriété du destinataire. » (1)

Dans le même sens un arrêt du tribunal de la Seine qui admet au moins une grande concession en disant qu'il faut regarder si l'auteur n'a pas voulu faire passer complètement sa lettre au destinataire, tant comme œuvre de l'esprit que comme objet matériel. Ce renoncement complet à sa lettre de la part du signataire n'a pas besoin d'être exprimée expressément, mais le tribunal pourra statuer d'après les circonstances. Cet arrêt commence pourtant par dire « Attendu qu'en principe si les lettres missives appartiennent matériellement au destinataire, elles n'en sont pas moins intellectuellement la propriété exclusive de leur auteur. » (2)

M. de Haene dans un article intitulé : *La propriété des lettres missives* (3), admet une théorie à peu près semblable. Il croit que si le destinataire devient propriétaire de la lettre en tant qu'objet matériel, il devient seulement copropriétaire de la pensée ou du contenu immatériel de la lettre. Les mêmes observations que nous venons de faire s'appliquent à ce dernier système; de plus nous

(1) D. P. 66. 5. 281.

(2) Seine, 30 juin 1908 : *Gazette des Tribunaux*, 1^{er} juillet 1908.

(3) *Revue catholique de droit*, 1900, p. 5-6.

savons à quoi nous en tenir sur l'idée d'une copropriété si étrange.

Enfin la plupart de ceux qui partagent le système de la propriété appartenant au destinataire s'empressent d'ajouter avec M. Legris que cette propriété est *sui generis*. Ce n'est pas une propriété absolue car le destinataire ne peut faire n'importe quel usage de sa lettre ; ce n'est donc pas une propriété pure et simple. Ainsi s'est prononcé un arrêt rendu par le tribunal de la Seine en date du 11 mars 1897 : «... sans qu'il y ait lieu de rechercher si les lettres missives comportent un droit de propriété pleine et entière dont la condition puisse être réglée par la loi sur la propriété littéraire, ou s'il ne convient pas plutôt de dire qu'elles ne peuvent être l'objet que d'un droit limité, *sui generis*, qui se transmet ou se retient, s'étend ou se restreint et demeure aux mains d'une partie ou d'une autre suivant l'intention présumée des correspondants. » (1)

Nous avons eu encore l'occasion de critiquer les systèmes qui, lorsqu'on se trouve devant une situation juridique plus délicate à définir, se tirent d'affaire en les qualifiant de systèmes *sui generis*. C'est un système commode mais évasif. Ces systèmes se déroberont à toute critique en évitant de nous donner des caractères tels qu'on puisse les discuter, et surtout ils ne précisent rien.

D'autres auteurs, qui admettent que la propriété des lettres appartient au destinataire, mais ils disent que ce

(1) D. P. 98. 2. 358.

droit de propriété est limité par un principe moral qui a existé dans toutes les sociétés civilisées et qui existera toujours ; sans quoi il y aurait un véritable danger social, et tout ce qu'il y a de plus intime dans notre âme, ce que nous ne disons qu'à une seule personne dont la discrétion nous semble pour le moment indiscutable, ces traits intimes que nous gardons jalousement dans les plis de notre âme, un jour pourront être donnés en pâture à la curiosité publique. Pour éviter ce danger il faut imposer une restriction au droit absolu de propriété qu'aura le propriétaire de la missive. Cela sera comme une servitude morale qui grevera son droit de propriété.

Mais nous savons que les règles de morale, même de la plus haute morale, ne peuvent rien, n'ont aucune valeur devant le prétoire si elles ne trouvent pas un fondement juridique. « *Non omne quod licet honestum est* », disait Paul voulant marquer que les règles de la morale pure sont obligatoires seulement devant la conscience, et si elles sont enfreintes, aucune répression ne pourra les sanctionner. Voilà pourquoi il nous faut un fondement juridique, une règle juridique qui s'imposera au propriétaire de la lettre et le forcera de ne point l'enfreindre.

On se mit alors à la recherche et on trouva l'idée d'un pacte qui s'établit entre le signataire et le destinataire. Cette idée a souvent une apparence juste, car souvent ce pacte est visible. Bien souvent dans sa lettre même l'auteur oblige le destinataire à ne pas divulguer le secret qu'il lui confie, et l'oblige même à détruire la lettre, ou bien de la

lui renvoyer pour mieux s'assurer de sa discrétion. Dans ces cas il reste propriétaire de sa lettre. Mais le plus souvent le signataire de la missive renfermant une confidence n'en dit rien et n'oblige pas d'une manière formelle et expresse son destinataire à garder le secret. Dans ce cas pourrait-on dire qu'il a entendu donner pleine liberté à son correspondant d'en faire n'importe quel usage ? Ces auteurs répondent non, car alors ils font intervenir comme un *Deus ex machina*, l'idée d'un pacte tacite. Ils ajoutent que cette idée traduit à merveille l'intention de l'expéditeur d'une missive, qui n'a pas voulu livrer un secret à la curiosité de tout le monde. Cette idée fut partagée par la plupart des auteurs ; Hepp, Rousseau, Legris, Wannier, etc., ont adhéré à l'idée de ce pacte.

Mais est-elle vraiment exacte cette idée, et est-elle au dessus de toute critique ? J'avoue que je trouve ce système très ingénieux et surtout séduisant, mais pour cela il n'en est pas plus exact.

Cette théorie part d'un principe très vrai à notre avis : « L'envoi d'une lettre et la suscription qui la couvre manifeste la volonté de l'auteur de la lettre d'en transférer au destinataire la possession irrévocable *animo donandi* ». Jusqu'ici nous sommes d'accord, mais cette théorie ajoute que cette donation n'est pas une donation pure et simple, mais une *donatio sub modo*, c'est-à-dire donation accompagnée d'une charge, d'une condition, que le donateur, signataire de la lettre, l'impose à son donataire, son correspondant. La transmission de la donation est accompa-

gnée d'un pacte tacite qui impose au destinataire la condition de ne pas divulguer le secret.

Il est vrai que bien souvent cette clause est insérée dans la lettre même, alors le pacte n'est plus tacite, mais un pacte exprès. Mais qu'il soit exprès ou tacite pourront-ils obliger le destinataire ? Celui qui accepte une condition ne doit-il pas la connaître avant de l'accepter ? Comme le fait remarquer M. Jardel (1), celui qui accepte les conditions d'une donation, ne doit-il pas accepter la donation en connaissance de cause ? Je crois que personne ne saurait nier cette vérité. Pour se soumettre aux conditions posées, il faut les connaître. Or il arrive que le destinataire « ne connaît les clauses qui l'accompagnent que postérieurement à la réception de l'écrit et à la lecture de son contenu ; on ne peut donc pas dire que la réception de la lettre, l'acceptation de cette prétendue donation, implique de sa part l'acceptation des conditions que l'auteur impose à la communication. Il n'en serait autrement que si, préalablement à la réception de la lettre, le destinataire avait consenti à se soumettre aux conditions posées par l'auteur : car alors il y aurait une condition véritable, un consentement générateur d'obligation » (2). Mais si il n'y a aucune convention antérieure à la réception de la lettre, alors on ne pourrait dire que le destinataire a entendu se soumettre à des conditions dont il n'avait aucune connaissance.

(1) Jardel : *La lettre missive*. Paris 1911.

(2) Jardel ; *op. cit.*, page 205.

Cette critique émanée de M. Jardel et que nous avons empruntée à son dernier ouvrage, fut élaborée par lui depuis longtemps dans un autre livre (1) si bien qu'on a eu le temps de la discuter et de la combattre.

Ainsi M. Robine (2) affirme que l'acceptation de la lettre n'est définitive qu'après la lecture de l'écrit, dès lors le destinataire n'est plus fondé à soutenir qu'il l'a acceptée sans connaissance de cause. Son raisonnement n'est qu'un pur sophisme. « Après avoir lu la lettre ou il ne veut pas accepter la charge qui lui est imposée par le signataire en gardant le silence, et il n'y aura pas donation, faute d'acceptation ; ou il l'accepte et il y aura donation ; or nous prétendons qu'il y a acceptation du don de la lettre et par conséquent des charges qui lui sont adhérentes, dans le fait de ne pas renvoyer la lettre, ou tout au moins dans le fait de conserver la lettre sans répondre avec l'intention de s'en servir peut-être un jour (3) ». Mais pour reprendre les propres termes de M. Robine : après avoir lu la lettre, de deux choses, l'une : ou bien il accepte la charge en conservant la lettre et alors la question ne présente plus d'intérêt, ou bien il ne veut pas accepter la charge et la question reste entière. S'il n'a pas adhéré à la volonté unilatérale de l'expéditeur, le pacte n'étant pas conclu, le destinataire reste dégagé de l'obligation que le signataire a

(1) Jardel : *De la production en justice de la correspondance*. Paris 1904.

(2) Robine : *Respect dû à la confiance*, thèse Caen 1909.

(3) Robine, *op. cit.* page 50.

voulu lui imposer. Mais il ajoute : « On pourrait même aller plus loin et dire : toute personne qui accepte une lettre sait qu'elle peut être confidentielle. Si donc elle l'accepte par ce seul fait elle s'engage par avance à ne pas révéler le secret qu'elle peut contenir ». Parler ainsi c'est se donner trop facilement gain de cause. C'est poser un principe très commode, mais qui ne correspond pas à la réalité des choses. Peut-on dire qu'en décachetant une lettre, dont on ne devine pas même le signataire, on contracte une obligation envers celui-ci ? Mais avec qui contracte-t-on, avec un inconnu ? C'est justement pour prendre connaissance du contenu que je décachète la lettre, et si j'avais su qu'elle renfermât des obligations pour moi auxquelles je ne voudrais pas souscrire, je ne l'aurais, peut-être, même pas déchetée. Ensuite c'est un raisonnement si subtil que décidément peu de gens qui reçoivent des lettres, peuvent s'imaginer qu'ils doivent s'attendre à assurer de semblables obligations.

Mais examinons ce système de plus près pour mieux nous rendre compte de son inanité.

On dit que l'expéditeur d'une lettre confidentielle fait donation de cette lettre, mais sous la condition tacitement imposée et acceptée par le destinataire, de ne point divulguer le secret. *Quid* alors d'une lettre qui contient des affirmations qui pour le moment n'auraient aucun caractère confidentiel et pourraient être dévoilées sans porter aucun préjudice à son signataire, mais qui par suite des événements postérieurs, auraient changé de caractère ?

La chose n'est pas impossible elle est, au contraire très fréquente. M. Robine même, nous en fournit la confirmation, et en tâchant de définir la confiance il s'exprime : « Quoi de plus relatif et de plus élastique qu'une confiance ? Parfois en présence d'une même lettre il sera facile de soutenir aujourd'hui qu'il y a confiance et demain qu'il n'y a jamais eu confiance ; trop souvent l'intérêt actuel en jeu sera le seul motif véritable qui fera effrontément affirmer l'un ou l'autre. Même en supposant la bonne foi, quelle influence n'a pas le temps sur une confiance ? » Voilà des constatations exactes et véridiques. Mais s'il est vrai que le caractère confidentiel est si relatif et si contingent, que dire alors d'une lettre qui aujourd'hui confidentielle n'a pas eu ce caractère au moment où le signataire l'a envoyée et où le destinataire l'a reçue ? Peut-on dire qu'à ce moment-là il est intervenu un pacte tacite, obligeant le destinataire à ne pas dévoiler un secret inexistant ? Peut-on dire que l'un ou l'autre avait le moins songé à ce pacte, imaginaire ? Non, vraiment, ce pacte, crée après coup, seulement pour la nécessité de trouver un fondement juridique, me semble un pacte fantomatique, et imaginer des créations pareilles c'est de la fantasmagorie juridique.

Enfin, puisqu'on peut faire des objections sans fin à ce système, faisons une dernière remarque. S'il y a une *donatio sub modo*, ainsi qu'on le prétend, si la lettre n'est donnée qu'à la condition que le destinataire n'en fasse pas un usage abusif, alors, dans le cas où cette condition ne serait pas observée par le destinataire, on devrait

s'attendre à la résolution de cette donation. Or qui oserait penser à la résolution de cette donation faite par le signataire au destinataire? Admettons qu'il soit possible d'exiger la restitution du support matériel, de l'écrit, de l'autographe, mais la donation d'une pensée ne peut plus être résolue. Dès lors pourquoi recourir à un système qui non seulement semble fictif et factice, mais qui aussi s'adapte si mal à la cause.

Nous partageons donc la pensée de M. Jardel, qui comme nous l'avons vu ne veut pas voir un pacte conclu entre les correspondants, au moment de la transmission de la missive. Mais cet auteur va bien trop loin. Réfutant le système qui voit un pacte valable, il se refuse même à voir une donation dans le fait de la suscription et la transmission de la missive. Ce qui est regrettable, c'est que M. Jardel ne cherche même pas à remplacer la théorie de la donation, par une autre. Si ce n'est pas la donation qui fait le fondement de la propriété du destinataire, à quel titre alors deviendrait-il propriétaire? Il n'est pas suffisant de nier une théorie, il faut alors en construire une autre. Si vous admettez que le destinataire devient propriétaire de la lettre, vous devez ajouter à quel titre il le deviendra.

Mais voyons d'abord pour quel motif M. Jardel se refuse à voir une donation dans la transmission d'une lettre? Il nous apporte deux arguments : D'abord toute donation nécessite une acceptation, ensuite nous ne trouvons pas l'intention libérale chez le signataire. « Ce qui constitue

l'essence de la donation c'est l'intention libérale. Or où voit-on trace d'intention libérale dans le fait de la correspondance? Est-ce faire une donation que de converser avec quelqu'un, soit verbalement, soit par écrit, pour lui donner connaissance d'un fait, pour lui communiquer une pensée? Est-ce gratifier le destinataire que de lui remettre le support matériel de cette communication (1)? »

Commençons par sa dernière objection, et remarquons que l'auteur de cette critique admet bien que le destinataire devient propriétaire de la lettre. Or transférer la propriété de cette lettre à quelqu'un, sans aucune contre-valeur, de telle façon qu'il puisse jouir comme il veut de cette lettre, qui souvent pourrait lui procurer une jouissance intellectuelle considérable, n'est-ce pas vouloir lui faire un cadeau? Et s'il ne s'agissait que du simple support matériel, nous pourrions dire alors qu'il y a encore donation. Sans doute dans ce cas la valeur en est souvent si minime que le destinataire ne pense pas même qu'il fait une donation. Mais l'objet d'une donation peut avoir une valeur tout simplement personnelle. Ce n'est pas la grande valeur de l'objet qui décide de l'existence d'une donation.

Quant à ce qui concerne le défaut d'acceptation il ne faut pas oublier que le don d'une lettre est un don manuel et dès lors il ne nécessite pas une acceptation plus marquée qu'un don de la main à la main. La simple appréhension sera suffisante. La transmission d'une lettre est un don

(1) Jardel, *op. cit.*, p. 206.

manuel, mais vu l'éloignement du destinataire, il est exécuté par l'intermédiaire d'un tiers. Nous savons que ces dons manuels n'ont besoin d'aucun acte pour être valables, ils n'ont pas besoin d'être acceptés d'une manière formelle. Ils échappent aux articles 931 et 932, ainsi qu'à toutes les solennités qui entourent les donations faites par *acte*.

Enfin parmi les auteurs qui, comme nous, admettent que la propriété de la lettre appartient au destinataire, nous trouvons M. Génv (1). Cet auteur admet que le destinataire devient propriétaire de la lettre et par conséquent qu'il pourra user de tous les avantages que peut comporter la lettre, non pas seulement par son écrit, mais aussi par son contenu intellectuel : « Et bien qu'on puisse assurément distinguer dans la lettre l'instrument matériel du contenu intellectuel, il semble bien que la possession de l'écrit, qui s'accompagne fatalement d'une quasi-possession des communications y comprises, entraîne, avec l'usage de l'instrument, l'usage, du moins général de son contenu ». Tous ces usages qui appartiennent au destinataire, lui appartiennent exclusivement. Les droits que conserve le signataire sont des droits à portée restreinte, qui n'empêchent pas de voir dans le destinataire le véritable maître investi du droit général d'usage et de possession.

Quant au fondement de cette propriété, M. Geny ne veut pas la faire reposer sur l'idée d'une donation, mais sur l'idée de la possession. Le destinataire aura un droit

(1) Génv, *Des droits sur les lettres missives*.

« tendant à procurer l'ensemble des utilités attachées à la lettre et reposant sur la possession de celle-ci (1) ». Et un peu plus loin il nous dit : « Le droit, ainsi attribué, repose essentiellement sur la possession de l'écrit épistolaire, transmise en des conditions qui protègent la possession mobilière contre toute réclamation (2) ». Ce droit n'est que le droit de propriété, comme l'auteur même a eu le soin de nous le dire ; il nous dit que « cette faculté générale de posséder les lettres missives et d'en user à sa guise » ne peut être qu'un droit de propriété.

Mais la possession ne peut pas servir de fondement au droit de propriété, elle n'est que l'exercice d'un droit, ou bien l'ensemble des actes par lesquels se manifeste le droit de propriété, « la visibilité » de la propriété (3). Expliquer la propriété par la possession n'est donc qu'expliquer la chose par la chose. Il ne faut pas se laisser aveugler par les termes de l'article 2279, Code civil. « En fait de meubles possession vaut titre ». Pour peu qu'on connaisse l'histoire de cet article, on se rend compte qu'on n'a fait par cela que favoriser le possesseur de meubles d'une présomption qu'il possède un titre véritable. Et la preuve que ce même esprit a guidé le législateur moderne, c'est que même dans notre loi cette présomption souffre la preuve contraire. Dès lors il faut chercher quel est le titre

(1) Geny, *op. cit.*, p. 239, vol. I.

(2) Geny, *op. cit.*, p. 298, vol. I.

(3) Ihering, *Œuvres choisies*, II, pp. 245 et suiv.

présumé en vertu duquel le destinataire détient la possession, donc la propriété de la lettre.

Pour nous ce titre ne peut être que la donation. Nous avons répondu plus haut aux critiques qu'on a objectées à cette théorie, notamment au défaut d'acceptation, au défaut de valeur de la lettre et de l'*animus donandi*. Nous avons dit que l'acceptation, comme toutes les formalités qui entourent la donation faite par acte, n'est pas nécessaire à la donation des lettres, celle-ci étant un don manuel. La valeur minime de la lettre qui cependant souvent peut s'accroître sensiblement, n'a rien à voir ici. Ce n'est pas la valeur de l'objet donné qui décide de la donation. Surtout, comme nous l'avons dit, cette valeur peut s'accroître considérablement, tant en ce qui concerne la valeur matérielle de l'autographe lorsque par exemple le signataire est un homme illustre, qu'en ce qui concerne la valeur morale, personnelle au destinataire. Car nous avons vu qu'une lettre est bien plus qu'un simple papier écrit, et ce n'est pas seulement de cela que l'expéditeur a voulu gratifier son correspondant. Une lettre est souvent une production du cœur de l'auteur qui pour le destinataire aura bien souvent une valeur personnelle incommensurable. Tel père qui écrit à son fils pour le couvrir de son amour paternel et le réconforter, ou bien plus, profitant de son expérience lui donne un conseil qui lui sera de grande utilité pratique, ne ferait-il pas une véritable libéralité ? Tel autre qui s'efforce à exprimer en termes choisis ses sentiments pour procurer un plaisir à son correspondant,

ne lui fait-il pas cadeau de ce plaisir? Tel savant qui en criant « eurêka » comme un Archimède, s'empresse d'annoncer par lettre à son collègue pour lui faire partager la satisfaction d'une découverte scientifique n'aurait-il pas l'*animus donandi*? Et même dans le cas où vous écririez à quelqu'un tout simplement pour le divertir, vous lui procurerez encore un avantage sensible.

Donc l'envoi d'une lettre est une donation, non seulement de l'élément matériel : l'écrit, l'*instrumentum*, mais surtout de cet élément immatériel, affectif ou intellectuel. Cet élément, n'étant pas un bien matériel, mais un bien intellectuel, nous procurera une jouissance intellectuelle, et c'est en vue de cette jouissance intellectuelle que le signataire en a fait cadeau à son correspondant.

Nous allons voir que sur le contenu de la lettre le destinataire n'aura pas un droit illimité, car la loi sur le monopole des droits d'auteur l'empêchera de tirer un profit matériel ou plutôt pécuniaire par la voie de la publicité. Mais il lui restera souvent un gros profit à tirer. Ainsi pour reprendre l'exemple de tout à l'heure, le savant qui ayant fait une découverte scientifique vous la fait partager par une lettre, vous donnera ainsi la possibilité de vous servir de cette découverte pour en faciliter vos propres recherches scientifiques dans le même sens ou dans un sens différent.

Nous arrivons donc à cette conclusion que la lettre devient la propriété pure et simple du destinataire et que cette propriété lui est acquise par donation. Dans les cha-

pitres suivants nous allons voir quelques particularités produites par le caractère confidentiel de quelques lettres et dont on a voulu voir des restrictions au droit de propriété. Nous allons voir aussi les limites imposées à cette propriété par le monopole des droits d'auteur, droits qui restent dans la possession du signataire de la lettre en tant qu'auteur.

Il y a pourtant un seul cas à notre avis, où cette règle générale d'après laquelle la lettre devient la propriété du destinataire comporte une véritable exception. C'est une exception basée sur la qualité du destinataire et surtout sur la volonté des parties. Je veux parler des lettres adressées à un destinataire qui est mandataire de l'auteur de la lettre ou d'un tiers et seulement dans le cas où la lettre ne présente pas un caractère personnel et que bien au contraire elle lui a été adressée à raison de son mandat, ou fonction. On a voulu voir ici l'application de l'article 2004 Code civil qui dit « Le mandant peut révoquer sa procuration quand bon lui semble et contraindre, s'il y a lieu, le mandataire à lui remettre, soit l'écrit sous seing privé qui la contient, soit l'original de la procuration si elle a été délivrée en brevet, soit l'expédition, s'il en a été gardé minute ». Mais cet article ne pourrait s'appliquer qu'aux lettres qui émanent du mandant et contiennent la procuration, tandis que nous devons appliquer la règle à toutes les lettres reçues par le mandataire, émanant soit du mandant soit d'un tiers, sous la seule condition qu'elles lui ont été envoyées à raison de sa qua-

lité ; toutes ces lettres ne constituent qu'un dépôt entre les mains du mandataire. Nous acceptons plutôt sous réserves l'explication de M. Jardel qui s'exprime ainsi : « En acceptant son mandat, le mandataire a pris l'engagement tacite de conserver et de restituer les lettres qui lui seront adressées en cette qualité. De même l'auteur de la lettre n'entend pas transmettre au mandataire la lettre qu'il lui écrit relativement à son mandat, et pour mieux dire, le véritable destinataire, dans ce cas, n'est pas le mandataire, qui n'est qu'un simple intermédiaire, c'est le mandant lui-même ; c'est donc à lui qu'est transférée la propriété de la lettre, c'est lui le seul titulaire des droits qui appartiennent à tout destinataire ». C'est en vertu de cette règle que les lettres adressées aux fonctionnaires à raison de leurs fonctions sont acquises à l'État, et c'est en vertu de cette même règle que les lettres adressées à un employé de commerce ou préposé appartiennent à leur patron ou préposant qui peut les exiger à volonté. Ce sont les seuls cas où, comme nous l'avons dit, la règle que la lettre devient la propriété du destinataire souffre une exception (1).

Il nous reste encore à déterminer le moment à partir duquel la propriété de la lettre sera acquise au destinataire. Ce moment ne peut être que celui où le destinataire a pris possession de sa lettre, où elle lui a été remise. La simple remise entre les mains du préposé du destinataire,

(1) Douai 24 juin 1874 : D. P. 75. 2. 95 ; Paris, 20 novembre 1901. D. P. 903. 5. 445 ; Seine, 14 février 1900 : *Gaz. des trib.*, 6 avril 1900.

ou du concierge de son domicile, ou même dans la boîte installée par le destinataire à cet usage sera suffisante pour lui transférer la propriété. A partir de ce moment l'appréhension de l'objet donné par l'expéditeur étant consommée, la lettre lui sera acquise. Suivant la jurisprudence le propriétaire est civilement responsable du refus ou de la non remise de la correspondance au locataire et cela à cause du mauvais choix qu'il a fait dans la personne du concierge qui est son préposé mis au service des locataires (1).

Quant à ce qui concerne les lettres recommandées, elles ne seront acquises au destinataire qu'au moment où celui-ci aura signé pour décharge le bordereau présenté par le facteur. Ainsi jugé par le Tribunal correctionnel de Saintes le 12 février 1913, que le fait, par le destinataire, d'enlever un commandement des mains du facteur et contre sa volonté, constitue un vol, vu que la missive ne lui appartenait pas avant de signer : « attendu que le commandement ne devait passer aux mains de l'inculpé que contre sa signature ; que jusqu'à cette formalité, le facteur demeurait responsable au regard de l'Administration qui lui avait confié ce document et qu'il devait à son retour justifier soit de la décharge par la signature de l'intéressé, soit de la possession de l'acte ; que jusqu'à la signature le document en question demeurait la propriété d'autrui et

(1) Seine, 22 mai 1861 : *Gaz. des tribunaux*, 24 mai 1861.

que seule la signature permettait la transmission régulière à l'intéressé, etc. (1) »

Avant de terminer ce chapitre nous devons examiner ce que deviennent les lettres dont l'adresse pourrait s'appliquer à deux ou plusieurs personnes, c'est-à-dire les lettres dont le nom suscrit est commun à deux ou plusieurs personnes habitant la même ville. A qui appartiendra la propriété de ces lettres ?

Dans ces occasions, quoique l'Instruction générale des postes recommande à ses préposés d'épuiser tous les moyens pour faire remettre la lettre à son véritable destinataire (I. G., art. 80), la poste, cependant, se sert d'une vieille pratique qui consiste à convoquer au bureau tous les homonymes et tâcher de découvrir ensemble et d'accord, quel est le véritable destinataire qui en deviendra propriétaire. Mais lorsqu'ils ne sont pas d'accord il doit intervenir un jugement qui décidera de cette propriété. De cet avis est presque toujours la jurisprudence. Ainsi un arrêt de la Cour de cassation en date du 24 novembre 1846, décida que l'homonyme le plus anciennement établi ne peut prétendre que les lettres adressées au nom commun et dont les suscriptions ne contiennent aucun signe, ou aucune mention capable de distinguer la personne du destinataire, lui soit préférentiellement remises (2). Et un autre arrêt de la Cour de cassation en date du 22 mai

(1) D. P. 913. 2. 199.

(2) D. P., 47.1.69.

1889, convient qu'en cas de contestation c'est aux juges du fond qu'il appartient de décider quel est le destinataire véritable de lettres qui sont réclamées par plusieurs personnes (1). Il y a pourtant aussi des arrêts contraires, inspirés de la nécessité pratique qui commande la rapidité dans les affaires. Ainsi le Tribunal de Marseille décida le 4 juin 1892, que lorsque dans une même ville il existe plusieurs maisons de commerce similaires et portant le même nom, la plus ancienne et la plus connue peut être autorisée à se faire directement délivrer par l'Administration des Postes les lettres portant simplement son nom sans autre ou plus ample désignation (2).

Pourtant les homonymes peuvent régler d'accord la façon dont ils veulent recevoir leur correspondance, ainsi ils peuvent choisir un tiers pour la décacheter et distribuer ensuite les missives à chacun suivant son avis. L'Administration des Postes doit même se conformer à leur arrangement volontaire (3).

Il a été encore jugé pour la même raison qu'en cas de vente d'un fonds de commerce, le vendeur sera obligé de remettre à l'acheteur les lettres envoyées à son ancienne adresse, et cela sans les décacheter (4).

(1) D. P., 89.1.370.

(2) *Gazette du Palais* : 92.2.355.

(3) Paris, 3 juin 1892 : *Gazette du Palais* 92.2.38.

(4) Cass., 8 nov. 1892 : D. P., 93.1.33 ; Paris, 3 fév. 1888 : *Gazette du Palais*, 88.1.102.

Mais toutes ces dispositions sont justement prises pour chercher et trouver le véritable destinataire à qui, comme nous l'avons vu, la propriété lui sera acquise.

TITRE III

Les limites des droits du propriétaire.

Le destinataire étant propriétaire de la lettre, en usera comme tout propriétaire de la manière qui lui plaira. Il aura le droit de tirer tous les avantages que comporte l'usage des lettres, tous les profits que cette lettre peut procurer dans la vie sociale. Il pourra la lire, la conserver, la communiquer à des tiers, la garder comme autographe ou comme preuve, la produire en justice, la céder à autrui ou la vendre, la détruire, bref, il aura tous les droits d'un véritable propriétaire. Mais cela ne prouve pas que ses droits sur la chose soient illimités. Il jouira de la lettre comme il voudra et exclusivement, c'est-à-dire qu'il pourra s'opposer à ce qu'un tiers retire de la lettre n'importe quel avantage. Mais tout absolu et exclusif que soit ce droit de propriété il ne faut pas oublier que ce n'est qu'un droit auquel il faut appliquer les principes généraux de notre droit civil, Or, « l'objet de notre droit civil en

général est d'assigner à l'exercice de la liberté naturelle de chaque individu les restrictions nécessaires pour la rendre compatible avec celle des autres (1) ». Par conséquence, vous ne pourrez pas user de votre droit, fût-ce un droit de propriété, d'une façon illimitée. Vous ne pourrez pas en usant de votre droit porter atteinte à la liberté et à l'honneur d'autrui, et cela tout simplement dans le désir de faire le mal. En agissant contre ce principe de droit vous engagez votre responsabilité et vous serez obligé de réparer le dommage même moral que vous aurez occasionné. L'article 1382 sera appelé à sanctionner cette obligation.

Cette réserve que doit subir tout droit, fût-ce le droit de propriété, devra être encore davantage observée quand il s'agira du droit du destinataire sur la lettre dont il possède la propriété. Vu que les lettres peuvent contenir des secrets dont la divulgation sera extrêmement nuisible à leur auteur, le destinataire devra agir avec prudence, car il ne doit pas agir sans un intérêt appréciable et légitime d'un droit qui peut devenir si dangereux. Voilà une première réserve qui s'impose aux droits du destinataire de la lettre.

A part cette première restriction que nous venons d'annoncer, il ne faut pas oublier que la lettre étant une œuvre sortie du cerveau, tombera sous le coup de la loi du 19 juillet 1793, qui réserve à l'auteur d'une façon exclusive, le droit d'exploitation de son œuvre par la voie de la

(1) Aubry et Rau : *Droit civil*, t. I, § 22, p. 77, 5^e édit.

publicité. La lettre tombera sous le coup de cette loi, car son article 7 parle de « toute production de l'esprit ou du génie ». C'est donc une deuxième restriction aux droits du destinataire.

Enfin nous admettons bien que la lettre reste la propriété exclusive du destinataire et que dès lors les tiers n'ont aucun droit, en principe, sur ces lettres. Mais toute inviolable que soit cette propriété, les autorités judiciaires pourront, souvent dans l'intérêt public, s'emparer de ces lettres et cela dans le but d'aider à l'investigation et à la recherche des crimes. Et même seulement dans l'intérêt purement privé, suivant les principes généraux du droit, en vertu de l'autorité paternelle, de l'autorité maritale, du droit des créanciers d'un failli, on donnera le droit au gardien et médecin de l'aliéné, au père ou représentant légal du mineur, au mari et au syndic de s'immiscer dans la correspondance de l'aliéné, du mineur, de la femme et du failli.

Ces restrictions au droit du destinataire de la lettre ne doivent pas nous étonner, car elles découlent ou bien de la loi même, ou bien des principes généraux du droit. Nous allons les reprendre et étudier successivement en commençant par la restriction découlant du monopole des droits d'auteur que nous allons envisager dans notre premier chapitre, sous le titre de : droit de publication littéraire. Dans notre deuxième chapitre nous nous occuperons de l'usage abusif de la correspondance et enfin dans un troisième chapitre nous envisagerons les droits des tiers.

CHAPITRE PREMIER

DROIT DE PUBLICATION LITTÉRAIRE

Nous avons dit que la lettre passe au destinataire en pleine propriété, à titre exclusif. Il en tirera comme nous l'avons dit tous les avantages que cette lettre pourrait lui procurer. Il aura la jouissance exclusive de l'objet matériel, de l'écrit, et il aura la jouissance intellectuelle du contenu de la lettre qui peut vous donner des renseignements utiles tant au point de vue moral que pratique.

Pourtant la loi lui fera subir une restriction en ce qui concerne cet élément immatériel. En effet cet élément immatériel est un produit de l'esprit du signataire, qui en tant qu'auteur se trouvera protégé par la loi du 19 juillet 1793 sur la propriété littéraire. J'avoue que cette expression de propriété littéraire ne me convient pas, et il est probable que c'est cette expression impropre qui poussa certains auteurs à diviser la missive en deux propriétés distinctes dont l'une limitée au *substratum* matériel appartiendra au destinataire, et l'autre le contenu immatériel restera au signataire. Nous avons déjà critiqué cette

théorie et il nous reste tout simplement à dire qu'il n'y a qu'une seule propriété, et que le droit dont la loi de 1793 réserve à l'auteur n'est pas un droit de propriété. Cette expression commode est inexacte car en définitive la loi ne fait que réserver à l'auteur le *monopole d'exploitation* de son œuvre qui n'est qu'un droit temporaire (1).

Ce qui poussa le législateur à baptiser ce droit du nom de propriété fut l'« erreur vulgaire » qui « consiste à croire que le producteur est nécessairement propriétaire du produit (2). »

En vertu de ce monopole d'exploitation c'est l'auteur seul qui aura le droit de publier son œuvre, et qui restera seul juge de l'opportunité de cette publication. La lettre tombera aussi sous le coup de cette loi de 1793, car son premier article porte : « Les auteurs d'écrits en tous genre, etc. » et son article 7 parle « de toute production de l'esprit ou du génie. »

La faible valeur littéraire d'une lettre n'aura aucune importance et ne changera en rien le droit de son signataire. « Le mérite ou l'importance littéraire d'un ouvrage est sans influence sur le droit de propriété qui est le même dans tous les cas (3). »

Royer-Collard soutenait devant la Commission instituée en 1826 pour la présentation d'une loi sur la propriété littéraire que cette loi doit s'appliquer aussi à la correspon-

(1) Colin et Capitant : *Droit civil français*, t. I, page 682.

(2) Planiol. t. I, n° 2545, p. 788. Paris 1911.

(3) Seine. Trib. civil, 6 avril 1848.

dance « qu'on pense par lettre ou autrement disait-il, le droit de publication persiste en faveur de celui qui a eu la pensée » et il ajoutait que les pensées transmises par lettres « ne sont pas toujours suffisamment élaborées par la réflexion et telles que l'auteur consentit toujours à les voir publier (1). »

Nous devons donc dire que le destinataire quoi qu'il possède la jouissance intellectuelle que peut lui procurer la lettre, ne pourra utiliser la jouissance honorifique, ni pécuniaire par la voie de la publicité, que cette voie lui sera barrée par la loi ; que s'il passe outre et publie ses lettres il pourra se voir obligé de dédommager le signataire en vertu de l'article 1382.

Mais ce droit de publication qui appartient exclusivement à l'auteur est un droit cessible, et l'auteur pourra le céder à qui il voudra. Comme toute cession elle pourra être faite *expressément*, mais elle pourra aussi être établie par un ensemble de présomptions graves, précises et concordantes. On ne doit donc pas se prononcer à la légère et dire que par le don manuel de la lettre le signataire a consenti aussi à la cession de son droit d'auteur. De même le fait de la part du signataire de n'avoir pas conservé copie de la lettre ne peut pas faire présumer un abandon tacite du droit de l'auteur au profit du destinataire. Pourtant le tribunal de la Seine a rendu un jugement en sens contraire : « Attendu que l'abandon peut être également

(1) V. Extraits des procès-verbaux de la commission. *Revue Pratique*, 1866. p. 87 et suiv.

express ou tacite, et que dans ce dernier cas il appartient au juge de le reconnaître d'après les circonstances de la cause, la nature de la correspondance..., etc.; que l'abandon tacite se révèle notamment par ce fait que l'écrivain n'a pas conservé la copie de la lettre missive et s'est mis par là dans l'impossibilité d'exercer son droit si le destinataire détruit la lettre ou refuse ultérieurement de la remettre, etc. (1) » Mais le fait de n'avoir pas conservé copie ne prouve pas la cession du droit d'auteur. Ce n'est qu'une simple imprévoyance de la part du signataire qui n'avait pas pensé qu'un jour il pourrait publier la lettre en entier et en tirer un profit pécuniaire, bref qui avait oublié son privilège de droit d'auteur. Il subira tout simplement la conséquence de ne pas pouvoir la publier, car il se heurtera à une impossibilité matérielle, celle de ne pas avoir le texte de sa lettre. Quand à la lettre expédiée il ne pourra plus jamais l'exiger car elle est devenue la propriété du destinataire.

Ces énonciations simples et claires n'ont pas été partagées par tous les auteurs ni par la jurisprudence. Il y en a qui pensent que le droit de publication doit suivre la propriété du manuscrit. Ainsi M. Renouard croit que ce droit appartient au destinataire ayant la possession du manuscrit (2). MM. Vanier (3) et Rousseau (4) partagent

(1) Trib. civ. Seine, 20 juin 1883. *Ann. prop. industr.*, 1887, p. 108.

(2) Renouard, *Traité des droits d'auteur*, t. II, n° 169.

(3) Vannier, *Revue pratique de droit franç.*, 1866, p. 81.

(4) Rousseau, *op. cit.*, nos 20 et 21.

la même opinion et admettent que seul le destinataire peut publier la lettre qui lui a été transmise en pleine propriété et le signataire ne saurait l'en empêcher que dans le cas où la lettre revêterait un *caractère* confidentiel.

La Cour d'appel de Paris dans un arrêt célèbre n'a fait que partager cette opinion (1).

Le procès était engagé entre M^{me} Collet, amie de M^{me} Récamier qui avant de mourir lui avait confié des copies de ses lettres à elle adressées par Benjamin Constant, en vue d'en faire ce qu'elle jugeait le plus honorable pour la mémoire de son ami Benjamin Constant ; et entre M^{me} d'Estournelles, sœur et héritière de Benjamin Constant et M^{me} Lenormant, nièce et héritière de M^{me} Récamier. Comme M^{me} Collet avait commencé à publier les lettres susdites en feuilleton dans le journal *La Presse*, elle fut assignée en justice par M^{mes} d'Estournelles et Lenormant pour cesser ces publications. La Cour leur donna gain de cause ; mais le motif ne fut pas celui que le droit de publication n'appartient pas au destinataire, mais tout simplement celui que les lettres en question étaient des lettres confidentielles. De même le Tribunal de la Seine (2) dans une affaire non moins retentissante (il s'agissait de la correspondance du R. P. Lacordaire) jugea que le destinataire ou son légataire peut *publier les lettres* à lui adressées du moment que cette publication ne peut être qu'hono-

(1) Paris, 10 déc. 1850, D. P. 51. 2. 1.

(2) Trib. civ. Seine, 1864, D. P. 64. 5. 112.

nable pour la mémoire du défunt et que les lettres ne revêtent pas un caractère confidentiel. Pourtant la jurisprudence donna aussi des avis contraires, ainsi dans un procès intenté par M. Brunetière au directeur du journal *Le Siècle* qui annonçait la publication des lettres que M. Brunetière l'avait obligé d'insérer dans son journal en vertu du droit de réponse, la Cour d'appel de Paris décida que les lettres « constituent une œuvre littéraire personnelle susceptible de propriété privée dont, par suite, il n'est pas licite de faire usage sans le consentement de l'auteur (1). »

Et nous pouvons dire que la jurisprudence s'achemine dans cette voie autant en France qu'à l'étranger ; qu'elle commence à partager les solutions que nous venons d'énoncer, et que seul l'auteur a le droit de consentir à la publication de la lettre.

Nous devons pourtant ne pas trop exagérer son droit, car souvent lui-même pourra se voir empêché de publier la lettre qu'il adresse à quelqu'un et précisément dans le cas où cette publication pourrait faire un tort au destinataire, car on n'a pas le droit de léser quelqu'un par aucune sorte de publication, et si vous agissez autrement vous serez obligé d'en réparer le préjudice même purement moral.

Il nous reste enfin à examiner une dernière question qui s'impose à l'esprit dans cet ordre d'idées. Le monopole

(1) D. P. 1902.2.17.

d'exploitation de son œuvre est assuré à l'auteur par la loi temporairement, c'est-à-dire pour un temps limité qui dure cinquante ans. Dès lors que devons-nous penser de son droit, ou celui de ses héritiers de s'opposer à la publication de la lettre une fois ce terme passé? Décidément l'auteur ou ses héritiers ne seront plus armés d'un droit si efficace pour opposer leur *veto*, sans avoir besoin d'articuler d'autres motifs que celui qu'il tient de sa qualité d'auteur ; mais il pourra utilement articuler encore que la publication de la lettre pourrait nuire à son auteur ou à sa mémoire et le destinataire et ses légataires ne peuvent faire cela sans avoir un intérêt considérable.

Même en dehors des secrets, et des petites choses intimes qui, une fois dévoilées, seront susceptibles de nuire à la mémoire de quelqu'un, le fait même de publier une œuvre qui dans l'intention de l'auteur n'était pas destinée à la publication, qui, à son avis n'aurait pas été suffisamment réfléchie, dont la pensée jaillie promptement et spontanément comme dans une conversation n'aurait pas été suffisamment mûre ni méthodiquement exposée, eh bien, le fait seul de donner à la publicité une pareille œuvre pourrait nuire à la réputation de l'auteur. Mais que dire quand le destinataire ou les détenteurs actuels d'une pareille lettre argueront d'un intérêt considérable ; comme par exemple au cas où l'auteur de la lettre a rempli un rôle historique et que vraiment la publication de ses lettres pourrait jeter une lumière nouvelle sur des faits d'importance historique? La jurisprudence a touché de près cette

question dans le célèbre arrêt dont nous avons parlé plus haut à l'occasion de l'affaire des lettres de Benjamin Constant à M^{me} Récamier.

Cet arrêt décida que « quelque étendu que soit le droit de l'Histoire sur les personnages qui relèvent d'elle, ils doivent s'arrêter devant le sanctuaire du for intérieur (1). Comme nous avons déjà vu, cet arrêt fait valoir l'obstacle à la publication sur le caractère confidentiel des lettres. Donc pour cet arrêt nous pouvons dire par argument à *contrario* que si les lettres ne présentent pas ce caractère elles peuvent être publiées. Quant à nous, nous croyons qu'on devrait bien peser l'intérêt que l'histoire pourrait tirer de ces œuvres, que l'auteur n'est plus là pour défendre, et que si cet intérêt manque, l'auteur d'une pareille publication devrait être rendu responsable envers qui de droit.

(1) D. P., 51.2.1.

CHAPITRE II

USAGE ABUSIF DE LA CORRESPONDANCE

Le destinataire devenant propriétaire pourra user de sa lettre de la manière qu'il voudra, entre autres usages il pourra la lire à d'autres, la montrer et surtout la produire en justice. Mais ces usages dont nous venons de parler ne sont pas toujours sans inconvénients pour celui qui les a écrit. Il peut arriver que la lettre contienne des épanchements de l'âme de son auteur, que celui-ci aurait voulu n'être su et lu que par son correspondant, et surtout il peut arriver même que la divulgation du contenu d'une lettre, d'un secret qu'on a eu l'imprudence de confier dans une lettre, puisse nuire matériellement ou moralement au signataire. La morale a de tout temps flétri le manque de scrupule de ceux qui se servent de la correspondance pour dénigrer la personne du signataire et certainement c'est un manque de délicatesse de la part de quelqu'un de lire et de dévoiler la confidence qu'un correspondant mal inspiré a eu l'imprudence de vous confier. Dès lors la question qui a beaucoup préoccupé les auteurs fut de

trouver un moyen juridique pour empêcher le destinataire d'une lettre de se livrer à de pareils usages. Ce fut surtout pour trouver ce moyen qu'on a inventé tous les systèmes que nous avons passés en revue relativement à la propriété des lettres. Pour empêcher le destinataire de nuire au signataire en divulgant le secret on lui a refusé le droit de propriété à la lettre, en lui reconnaissant seulement le droit d'un dépositaire. D'autres, pour le même motif, convinrent que la lettre demeure en copropriété entre le signataire et le destinataire, de cette façon le signataire pourrait s'opposer à certains usages que le destinataire en voudrait faire, notamment à la divulgation de la lettre. D'autres enfin ont imaginé la théorie du pacte tacite qui accompagnerait la donation de la lettre, c'est-à-dire que si le destinataire devient propriétaire de la lettre, il ne reçoit cette propriété que sous la condition de ne pas divulguer le contenu de la lettre. Nous avons déjà envisagé tous ces systèmes plus ou moins ingénieux et nous avons eu l'occasion de démontrer tout ce qu'ils ont de faux, d'in vraisemblable et de factice pour peu qu'on les analyse de plus près. Pour ne pas tomber en de pareilles erreurs, nous avons admis que la lettre deviendra la propriété pure et simple du destinataire, idée qui n'est pas nouvelle mais qui fut émise depuis bien longtemps par Ulpien et Labéon dans le droit romain. Les romains n'ont pas cherché des théories qui ne cadreraient pas avec les principes juridiques, mais ils donnèrent à la question de la propriété des lettres la solution la plus simple, la plus logique, celle

qui viendrait le plus facilement à l'esprit, c'est-à-dire que la lettre est en pleine propriété au destinataire. Comme conséquence logique de cette propriété, le destinataire pourrait faire n'importe quel usage. C'est au signataire qu'incombe la faute d'avoir donné à quelqu'un une chose dont l'emploi pourrait lui être nuisible. Il était maître de la lettre avant de l'avoir expédiée ; il aurait pu ne pas l'écrire ou ne pas l'envoyer, il aurait pu mieux mesurer ses termes, en tout cas il aurait dû mieux choisir son correspondant.

Donc c'est lui qui doit subir les conséquences d'un acte juridique mal inspiré, d'une donation qui pourrait tourner contre ses intérêts.

Il savait bien à quoi il s'exposait dans le cas où le destinataire divulguerait le secret contenu dans sa lettre ; pourquoi l'a-t-il donc expédiée, pourquoi l'a-t-il donnée à une personne sur la discrétion de laquelle il ne devait pas compter ? En la donnant il a mal agi et ce n'est qu'à lui qu'il doit s'en prendre si quelques inconvénients pour lui en surgissent.

Pourtant il n'en est pas moins vrai que les convenances imposent au destinataire de n'être pas indiscret ; il n'en est pas moins vrai que la morale se trouverait offusquée par le vil détenteur d'une lettre qui n'hésiterait pas à crier par dessus les toits ce qu'un ami ou un intime lui avait confié sous le sceau de la confidence.

Ce principe de haute morale qui consiste en somme à

respecter la confiance est un beau principe et mérite tout notre respect et tout notre intérêt.

Pour peu que notre conscience soit plus rigoureuse et plus sévère, elle nous imposera de ne pas faire emploi d'une lettre confidentielle, même dans le cas où l'intérêt nous dicterait le contraire. Aussi ce principe n'est pas nouveau et nous nous rappelons avec quelle vigueur Cicéron protesta dans ses *Philippiques* contre Marc Antoine qui avait lu devant le Sénat les lettres que Cicéron lui avait adressées.

Les Romains donc le connaissaient ce principe, seulement ils n'ont jamais essayé de le consacrer par un *principe* juridique. Ils savaient bien que quoique les règles de droit suivent de près les règles de la morale, elles sont pourtant bien différentes et ne coïncident pas toujours. Une règle de morale n'est pas suffisante pour fonder une obligation juridique. S'il est vrai que la morale doit être la source à laquelle doit puiser l'ordre juridique tout entier, il n'est pas moins vrai qu'elle est insuffisante à créer des droits et des obligations juridiques. Voilà pourquoi nous ne pouvons partager l'opinion de M. Geny qui trouve un fondement suffisant, à l'obligation de respecter le secret d'une lettre, une règle de morale collective : « Quand la règle morale, profondément sentie par la collectivité comme répondant aux exigences de son développement, postule, en même temps, pour son efficacité pratique, une sanction positive, elle mérite la reconnaissance du droit objectif, et l'intérêt qu'elle représente se

transforme en droit subjectif solidement assis, dont la nature et les effets dépendent du but même auquel il tend ». Malgré le grand talent dont l'auteur fait preuve pour envelopper ses idées, il ne réussit pas à nous convaincre, et nous ne cessons de nous demander qu'elle est cette « sanction positive » que la morale seule pourrait postuler ?

Sans méconnaître ce qu'il y a de désirable dans cette règle morale qui vous impose le respect pour la confiance d'une lettre que vous avez reçue, plaçons-nous, et restons sur le terrain du droit positif. Ici les horizons sont assurément moins larges, mais les lignes de conduite marquées sont aussi mieux sauvegardées.

Tâchons de découvrir sur le terrain du droit positif une limite au droit du destinataire, une règle qui puisse arrêter ses appétits de nuire. Pour cela, reprenons nos idées.

C'est en vertu du droit de propriété que le destinataire accomplira l'acte de divulgation de la lettre au préjudice de son signataire.

Peu importe l'occasion dans laquelle il fera et accomplira cet acte, et l'occasion de la production en justice de la lettre ne diffère en rien. C'est sur cette dernière occasion, celle de la production en justice de la correspondance qu'on a le plus discuté et pour l'empêcher on a inventé toutes sortes de théories. Nous n'insisterons pas trop sur cette question, car d'abord en faisant autrement, nous nous éloignerons de notre sujet, qui s'occupe tout simplement de la propriété des lettres ; ensuite, comme

nous l'avons dit, on pourrait appliquer à la production en justice les règles que nous trouverons à l'usage en général de la correspondance.

Ce que nous devons retenir, c'est que quelle que soit l'occasion ou le but dans lesquels il usera de la lettre, le destinataire agira en vertu de son droit de propriété. C'est tant pis si en usant de son droit, il nuit à quelqu'un, voilà la réflexion qui logiquement se présente à l'esprit

Tout exercice d'un droit par une personne suppose la patience de la part d'une autre. Il n'y a pas intérêt pour un être qui ne demande désintéressement d'un autre, et user d'un droit, c'est contraindre les autres à supporter une diminution.

Cette règle reste debout tant qu'une faute n'intervient pas et n'a pas été commise par le destinataire de la lettre. Si au contraire il a commis une faute, il devra alors neutraliser les conséquences, c'est qu'alors il a engagé sa responsabilité. Dans ce cas la théorie de la faute entre en jeu avec toutes les difficultés qui l'escortent. Le grand embarras c'est de savoir quand il y a faute? Ce n'est pas dans la loi même que nous trouverons la réponse précise.

La notion de la faute est trop vague pour que la loi ait pu la définir de manière à la reconnaître suffisamment. Elle varie suivant le cas auquel il s'applique et ce n'est que l'expérience qui pourrait poursuivre sa recherche.

Aussi le Code a abandonné cette question de détail à la jurisprudence.

En lisant les travaux préparatoires du Code civil on

pourrait facilement se faire une idée. « Tout prévoir est un but qu'il est impossible d'atteindre. Les besoins de la société sont si variés, la communication des hommes est si active, leurs intérêts sont si multipliés, leurs rapports si étendus, qu'il est impossible au législateur de pourvoir à tout ». Voilà ce que disait Fenet dans un discours sur le projet de droit civil (1). Et plus loin : « C'est à la jurisprudence que nous abandonnons les cas rares et extraordinaires qui ne sauraient entrer dans le plan d'une législation raisonnable... C'est à l'expérience à combler successivement les vides que nous laissons. Les Codes des Peuples se font avec le temps ; mais à proprement parler on ne les fait pas ». C'est donc à la jurisprudence qu'incombera la charge de rectifier chaque jour le nombre de nos obligations. S'étant mise à l'œuvre, la jurisprudence, aidée par la doctrine, soutenue par des auteurs de grande autorité, inventa la théorie de l'abus de droit.

Celle-ci consiste à dire que les droits qui nous sont accordés par la loi ayant un but social perdent leur caractère du moment que leur exercice est inspiré par un autre mobile. Si l'exercice d'un droit est inspiré par un mobile autre que celui prévu par la loi, cet exercice dégénère en faute. Cette théorie nouvelle de l'abus de droit ne fait qu'élargir le cadre de l'application de l'article 1382, et cet élargissement, cette extension du champ de la responsabilité se réalise au détriment du droit absolu de propriété.

(1) *Travaux préparatoires*, t. I, p. 467 et suiv.

On pourrait l'appliquer tout aussi bien au droit de propriété du destinataire d'une lettre, surtout vu les conséquences fâcheuses et nuisibles que certains usages de cette propriété peuvent entraîner, en dépit surtout des principes solidement assis de la morale. Mais quand serait-on en mesure de dire que le destinataire a abusé de son droit de propriétaire sur la lettre. Pour répondre tâchons de savoir d'abord quand, en général, il y a lieu de dire que nous nous trouvons en face d'un abus de droit en général.

Nous avons dit que si l'exercice d'un droit a été inspiré par un mobile autre que celui prévu par la loi cet exercice dégénère en faute. Or, le but poursuivi par la loi est un but social.

Donc, dès qu'on a usé de la loi dans un but anti-social, on a engagé sa responsabilité, car on a agi contre l'esprit du droit. « L'abus du droit pourrait se définir de la façon suivante : étant donné un acte tacite en lui-même par ses conditions extérieures et matérielles, il y a abus de droit s'il est permis de considérer cet acte comme illicite et comme contraire au droit uniquement à raison de son but intentionnel (1). »

Il faut donc chercher d'abord l'élément intentionnel ; dans quel but a-t-on exercé son droit ? Si le seul but dans lequel on a agi fut de nuire à quelqu'un, alors *malitiis non est indulgentum* et l'article 1382 trouvera son application. Dans le Code civil allemand ce principe est consacré

(1) Saleilles, *De l'abus de droit*, p. 13.

formellement par son article 226 qui dit que : L'exercice d'un droit n'est pas permis, lorsqu'il ne peut avoir d'autre but que de causer un dommage à autrui ». Mais l'intention de nuire seule n'est pas suffisante car dans la lutte pour l'existence on ne peut pas se passer de cette arme. Pour peu que vous agissiez dans la vie vous agirez toujours contre quelqu'un et personne ne pourrait entraver pour ces motifs votre activité. Seulement vous devez avoir un intérêt pour user d'un droit qui nuit à quelqu'un.

Et M. Saleilles ajoute : « Si un acte n'a d'autre but que de nuire à quelqu'un sans qu'il puisse s'expliquer par aucun intérêt appréciable pour celui qui en est l'auteur, il devient un abus de droit. »

Et enfin dans sa définition définitive il dit : « Un acte dont l'effet ne peut être que de nuire à autrui sans intérêt appréciable et légitime pour celui qui l'accomplit ne peut jamais constituer un exercice licite d'un droit ». Donc nous pouvons déduire qu'il y aura abus de droit chaque fois que l'on a agi dans l'intention de nuire à quelqu'un et sans avoir eu un motif sérieux ou un intérêt appréciable et d'après la dernière définition de M. Saleilles il n'y aurait même pas besoin de l'élément intentionnel pour que l'abus du droit existe.

Appliquons maintenant cette théorie à la question qui nous intéresse.

Le propriétaire de la lettre, c'est-à-dire le destinataire, pourra faire d'elle n'importe quel usage, entre autre celui de la divulguer par voie de communication privée ou par

la production en justice, qui n'est au fond qu'une divulgation faite au cours d'un procès.

Par cette divulgation nous avons vu qu'il peut nuire au signataire de la lettre et nous avons vu quel préjudice un pareil usage peut lui causer quand la lettre présente une nature confidentielle. Dès lors le destinataire devrait agir avec beaucoup de tact et ne pas nuire à son correspondant sans avoir eu un motif sérieux ou un intérêt appréciable. Quel intérêt appréciable aurait-il de lire la lettre à des tiers sinon celui de dénigrer la personne du signataire et cela pour la plupart des fois.

Veut-il en tirer une preuve dans une circonstance où vraiment il aurait intérêt d'agir, alors il doit bien mesurer la valeur de son intérêt avant de livrer à la curiosité des tiers une lettre confidentielle.

Donc qu'il s'agisse de la divulgation par communication privée ou par la production en justice le destinataire en vertu de son droit de propriétaire aura le droit de faire cette divulgation, mais il abusera de ce droit lorsqu'il fera cette divulgation sans avoir un intérêt appréciable, ou tout simplement dans l'intention de nuire à son correspondant, S'il agit autrement ou bien si l'intérêt qu'il allègue de produire une lettre confidentielle en justice n'est pas suffisant, alors celui qui inutilement a subi un préjudice à la suite de cette production, c'est-à-dire le signataire, aura le droit de demander des dommages-intérêts en vertu de l'article 1384. C'est que dans ce cas le destinataire a commis une faute; suivant la théorie que nous avons exposée il aurait

commis une faute même dans le cas qu'il ait produit ou communiqué la lettre, non pas guidé par la méchanceté, mais croyant que cela aurait pu lui servir à quelque chose. Nous avons vu qu'on peut abuser de son droit, même par erreur, car l'élément intentionnel n'est pas nécessaire.

Il suffit que le motif ne soit pas légitime voilà le critérium qui distinguerait les cas dont le destinataire était dans son droit de divulguer la lettre, des cas où il a abusé de ce droit.

Nous pouvons encore ajouter qu'il doit y avoir entre l'expéditeur et le destinataire un certain rapport de confiance, qui d'ailleurs est nécessaire partout dans la société et si nous n'avions pas cette confiance nous ne pourrions pas agir. Tant que ce rapport est respecté il n'y a pas conflit et donc il n'y a pas de responsabilité ; mais dès que cette confiance a été trompée et que le rapport a été méconnu, alors il y a faute. La responsabilité ne sera en jeu, que quand le destinataire aurait usé de sa lettre autrement que le signataire aurait dû le prévoir, c'est-à-dire sans avoir eu un motif légitime ou un intérêt appréciable.

Pourtant la jurisprudence n'a pas suivi cette voie. Elle a préféré admettre les différentes théories, comme nous l'avons déjà vu, théories qui, ou bien ne veulent pas reconnaître au destinataire la propriété, ou bien si elles lui reconnaissent cette propriété, elle dit que c'est une copropriété ou bien une propriété *sui generis*, ou enfin une propriété sous condition, c'est-à-dire sous la condition de ne

pas divulguer le contenu, le secret de la lettre (1). Seulement bien des fois elle a admis de multiples exceptions, si bien que nous pouvons dire que la règle d'après laquelle les lettres ne peuvent pas être divulguées par la production en justice, a été renversée. Nous pouvons dire que par ces multiples exceptions la jurisprudence est arrivée à admettre l'usage des lettres chaque fois que cet usage présente un intérêt véritable et n'est pas inspiré par le simple dessein de nuire (2). Ainsi par des voies détournées et fausses, la jurisprudence est arrivée à des solutions que nous avons admises carrément. Elle a commencé par permettre la production en justice des lettres anonymes (3), ensuite des lettres injurieuses et menaçantes (4), puis comme moyen de preuve de la simulation d'un acte dans les procès de divorce et de séparation de corps, etc., jusqu'à ce qu'enfin la règle soit devenue illusoire.

Il ne faut pourtant pas trop exagérer cette règle que

(1) Rennes, 24 fév. 1894, D. P. 94.2.295; Cass., 26 juil. 1864, D. P. 64.1.347; Cass., 3 fév. 1873, S. 73.1.313; Cass., 9 fév. 1881, S. 81.1.195; Cass., 5 déc. 1881, S. 81.1.453; Paris, 31 oct. 1895, D. P. 96.2.22.

(2) Cass., 10 mars 1861, D. P. 61.1.432; Cass., 5 juin 1862, D. P. 62.2.129; Cass., 3 fév. 1873, D. P. 73.1.468; Limoges, 12 fév. 1894, D. P. 95.2.537.

(3) Caen, 18 janv. 1860, S. 60.2.623; Cass., 3 mars 1879, D. P. 81.1.212; Trib. civ. Lyon, 29 oct. 1901, D. P. 02.2.465; Bordeaux, 14 nov. 1873, D. P. 75.5.271.

(4) Nîmes, 30 avril 1834, D. P. 34.2.239; Limoges, 12 fév. 1894, D. P. 95.2.537; Saint-Gaudens, 20 nov. 1899, *Gaz. du Pal.*, 1900.1.349; Genève, 25 janv. 1895, D. P. 95.2.360.

nous venons de formuler et en vertu de laquelle le destinataire pourra toujours user de sa correspondance et divulguer le secret contenu dans la lettre, pourvu seulement qu'il ait un intérêt à le faire. Il y a des cas où d'abord le destinataire ne devient pas propriétaire de la missive reçue, et c'est le cas que nous avons déjà eu l'occasion d'étudier, le cas du mandataire, et d'autres cas où le destinataire devient propriétaire de la missive reçue, mais la loi l'oblige de ne pas divulguer le secret contenu ; c'est le cas de ceux qui sont tenus à raison de leur profession.

Le mandataire ne pourra user de la correspondance reçue à raison de son mandat contre l'intérêt du mandant, car il manquerait à ses engagements pris envers son mandant (1). De même les avocats, les médecins, les notaires et tous ceux qui reçoivent des confidences à raison de leur profession, sont obligés par la loi à garder le secret (2).

En dehors de ces exceptions, nous devons dire que le destinataire pourra faire n'importe quel usage nécessitant la divulgation de la lettre, et il n'excédera son droit que lorsque cette divulgation n'aurait pas été faite dans un intérêt appréciable ou poussée par un motif légitime. En nous tenant dans cette voie, il me semble que nous appro-

(1) Douaie, 24 juin 1874, D. P. 75.2.95 ; Besançon, 27 mars 1889, D. P. 90.2.176 ; Bordeaux, 12 mai 1842.

(2) Trib. Nice, 25 juin 1899, *Gaz. des trib.*, 21 juil. 1889 ; Rennes, 24 fév. 1894, D. P. 94.2.295 ; Tours, 20 juin 1900, D. P. 901.2.89.

chons un peu de la règle de morale qui nous impose le respect à la confiance et cela sans sortir de l'esprit de la loi et sans recourir à des systèmes juridiques factices et peu véridiques.

CHAPITRE III

LES DROITS DES TIERS

Les tiers n'ayant aucun droit sur la lettre qui ne leur appartient pas n'en pourront faire aucun usage. S'ils détiennent une lettre par interception ils ne pourront pas s'en servir en justice ou autrement. Ils ont commis un vol et cela même lorsque la lettre ne contenait ni valeur ni titre, mais tout simplement un secret destiné à n'être connu que par le destinataire dont l'adresse est suscrite. Ce secret, cette confidence faisait partie de la chose qui ne lui appartenait pas.

Et même dans le cas où un tiers reçoit la lettre par erreur lorsque la lettre portant son adresse et son nom était au fond destinée à un autre, même dans ce cas il n'aura pas le droit de faire usage de cette lettre, ni de la communiquer à quelqu'un et cela alors même qu'il prétendrait y trouver la preuve d'une fraude commise à son préjudice. Un arrêt du tribunal de Nantes, en date du 2 mai 1911 a décidé en ce sens en disant qu'une pareille lettre, dès que celui qui l'a reçue s'est aperçu qu'elle ne lui était

pas destinée, doit être de suite retournée à l'expéditeur, en lui faisant connaître l'erreur commise (1).

Mais le destinataire aura le droit de céder sa lettre à un tiers, pourvu seulement que cet acte ne soit pas nuisible à son signataire. Dans le cas que cela lui sera nuisible, le destinataire n'aura pas le droit d'autoriser un tiers à faire usage de la lettre si cette autorisation n'a pas pour lui personnellement une raison légitime, où elle n'est pas faite dans un intérêt pour lui appréciable. S'il agit autrement il sera responsable envers le signataire du dommage que le tiers lui aurait causé par l'usage de la lettre. Et nous pouvons aller plus loin et dire que ce tiers cessionnaire des droits du destinataire lui-même, devra respecter la même règle et agir avec le même tact et la même prudence. Car par sa maladresse, il pourrait aussi engager sa responsabilité envers le signataire.

La jurisprudence pourtant n'est pas de cet avis. Elle s'est obstinée pendant longtemps à ne pas permettre dans aucun cas aux tiers, de se servir des lettres qui ne leur étaient pas adressées, même avec la permission du destinataire.

Elle disait que toutes lettres adressées à un tiers sont réputées confidentielles, et en cas de production en justice, cela formera une exception péremptoire opposable en tout état de cause et même en appel. Ainsi un arrêt de la Cour de cassation en date du 5 avril 1821. « Attendu qu'il

(1) Trib. Nantes, 2 mars 1911, D. P. 911. 4. 59

est de principe invariable que les lettres adressées à des tiers sont réputées confidentielles et que l'inviolabilité des secrets qu'elles renferment s'opposent à ce que des personnes étrangères puissent s'en prévaloir, etc. » et du même avis nous trouvons un grand nombre d'arrêts (1). Mais la jurisprudence a ensuite changé et elle fit une distinction suivant que la lettre est confidentielle ou non. Est-elle confidentielle, il faudra alors deux consentements, celui de l'auteur et celui du destinataire, et cela soit parce que, suivant ces arrêts, la lettre est la propriété commune de l'expéditeur et du destinataire, ou même la propriété de l'expéditeur seul, soit en vertu du pacte admis par ces arrêts en vertu duquel l'expéditeur se réserve le droit à la confiance, soit enfin purement en vertu du principe moral que nous impose le respect de la confiance.

Ainsi nous trouvons dans un arrêt de la Cour d'Orléans du 13 mars 1847 ces dispositions : « Attendu..... que l'inviolabilité du secret des lettres est un principe de haute morale et d'ordre public... qu'en effet le destinataire d'une lettre confidentielle n'en est pas le propriétaire et ne peut en disposer sans le consentement de celui qui l'a écrite, etc. (2) ». Et dans ce sens nous trouvons un grand nombre d'arrêts (3).

(1) Cass., 5 mai 1838, D. P. 58. 1. 209 ; Aix, 5 juin 1852, S. 53. 2. 1. 93 ; Caen, 31 juil. 1856, S. 57. 2. 22 ; Orléans, 14 fév. 1894, D. P. 95. 2. 234 ; Rouen, 7 mai 1904, D. P. 906. 2. 63.

(2) S. 58. 2. 270.

(3) Besançon, 8 fév. 1844 ; Reims, 29 nov. 1912, *Gaz. Pal.*, 1913. 1.

Nous avons vu et critiqué ces fausses idées relatives à la question de propriété des lettres, et nous avons vu que la lettre n'appartient plus à son auteur ; de même nous avons vu que le principe de haute morale et d'ordre public est insuffisant à lui seul pour empêcher quelqu'un d'user de son droit. Donc si le tiers détient loyalement la lettre, si elle lui a été donnée par le destinataire, et s'il n'agit pas dans l'intention tout simplement de nuire, sans avoir aucun intérêt appréciable d'user de la lettre, alors il pourra en user, parce que dans ce cas il usera de son droit et aucun texte de loi n'interdit la production des lettres confidentielles. Il lui suffira donc du consentement du propriétaire ou bien la cession de la lettre consentie par le propriétaire, c'est-à-dire le destinataire. Ce consentement ne sera pas suffisant au point de vue de la jurisprudence, que dans le cas où la lettre n'a pas un caractère confidentiel (1).

A la règle que la jurisprudence a établie, par laquelle les lettres confidentielles ne peuvent être produites en justice par des tiers sans le consentement de leur auteur, elle fit une première exception à l'égard des lettres qui ont été écrites par le destinataire dans l'intention que son

123 ; Nancy, 14 mai 1890, D. P. 91. 2. 266 ; Orléans, 5 août 1892 ; D. P. 93. 2. 558 Cass., 26 juil. 1864, D. P. 64. 1. 348 ; Besançon, 30 déc. 1862, D. P. 63. 2. 63.

(1) Paris, 2 déc. 1898, D. P. 900. 2. 299 ; Trib. Seine, 9 janv. 1882 ; *Gaz. Trib.*, 10 fév. 1882.

destinataire les communiquât à celui qui se propose d'en faire usage (1).

Ensuite dans la matière spéciale du divorce et de séparation de corps, cette règle est complètement détruite par la jurisprudence même. Et cela non pas seulement au profit du mari qui comme nous allons le voir aura le droit d'user des lettres de sa femme en vertu de sa puissance maritale, mais même au profit de la femme et cela en vertu de l'élargissement de la preuve en cette matière spéciale de divorce et de la séparation de corps. La seule condition imposée à la femme dans ces cas est que la lettre ne lui soit pas arrivée entre ses mains par fraude, par un artifice coupable, ou par un acte de déloyauté.

Les arrêts qui ont statué dans ce sens, forment une jurisprudence abondante (2). Mais malgré les exceptions admises la jurisprudence est cependant en contradiction avec notre théorie car elle maintient comme règle et principe général qu'on ne peut pas se servir en justice d'une lettre confidentielle sans le consentement de son signataire.

Quant à nous nous avons dit que le tiers pourra faire n'importe quel usage de la lettre, pourvu qu'il ait obtenu

(1) Besançon, 8 fév. 1844 ; Cass., 3 juil. 1850, D. P. 50. 2. 240.

(2) Besançon, 30 déc. 1862, D. P. 63. 2. 63 ; Paris, 22 fév. 1860, D. P. 60. 5. 556 ; Bordeaux, 13 janv. 1879, D. P. 80. 2. 190 ; Cass., 5 août 1902, D. P. 02. 1. 492 ; Douai, 28 janv. 1896, D. P. 96. 2. 521 ; Cass., 13 juil. 1897, D. P. 900. 1. 43 ; Rouen, 13 nov. 1878, D. P. 80. 2. 190 ; Orléans, 13 déc. 1889, D. P. 91. 2. 333 ; Cass., 11 juin 1888, D. P. 88. 1. 477.

des droits sur la lettre et que son usage dans le cas où il est nuisible au destinataire soit fait avec un motif légitime ou un intérêt appréciable.

En dehors des cas où les tiers pourront faire usage de la correspondance ayant obtenu des droits avec le concours ou la volonté du destinataire, nous trouvons d'autres cas où les tiers pourront s'immiscer dans la correspondance qui ne leur appartient pas en vertu de quelques principes généraux de droit, soit dans l'intérêt public, soit dans l'intérêt privé.

Nous allons passer en revue ces cas avant de terminer notre chapitre.

SECTION I

Droits fondés sur l'intérêt public

Nous avons vu en étudiant la situation de la lettre en cours de route, que le principe de l'inviolabilité de la correspondance, dont l'Administration des postes est tenue de sauvegarder, ce principe souffrait des exceptions admises dans l'intérêt général. Ces exceptions sont légales et légitimes, leur but étant de faciliter l'investigation des infractions en permettant à certaines autorités judiciaire ou administrative le droit de saisir la correspondance entre les mains de l'Administration des postes.

Ces mêmes dispositions prescrites par le Code d'instruction criminelle donneront la permission à certaines autorités judiciaires ou administratives de saisir la correspondance trouvée chez l'inculpé ou ailleurs et en faire usage dans le but de répandre la vérité dans une affaire pénale. « La justice a le droit de pénétrer dans nos domiciles car l'inviolabilité du domicile n'est pas faite pour elle, elle a le droit de pénétrer dans nos secrets domestiques, car il n'est pas un seul de nos papiers, si intimes, si confidentiel qu'il soit, dans lequel elle n'ait le droit souverain de fouiller pour y chercher la vérité qui importe à la société ». Voilà ce que Odilon Barrot disait le 22 octobre 1849, à l'Assemblée législative. La loi a consacré ce principe dans quelques articles du Code d'instruction criminelle, où nous trouvons l'article 87 qui dispose : « Le juge d'instruction se transportera, s'il en est requis et pourra même se transporter d'office dans le domicile du prévenu, pour y faire la perquisition des papiers, effets et généralement de tous les effets qui seront jugés utiles à la manifestation de la vérité ». Par le mot « papier » nous devons comprendre aussi les lettres, car elles pourront être extrêmement utiles à la recherche des crimes.

Donc, d'abord le juge d'instruction est autorisé à saisir les lettres des particuliers. Celui-ci ne connaîtra d'autres entraves à ces actes que sa propre conscience, la nature confidentielle ou non de la lettre n'ayant rien à voir. Il pourra saisir les lettres au domicile du prévenu, mais il a aussi le droit de faire des perquisitions chez d'autres

personnes, en vertu de l'article 88, Code d'instruction criminelle.

Mais il y a des cas où son droit à la recherche des lettres et à leur saisie, ne pourra plus jouer, car son pouvoir heurtera d'autres principes de droit. Ainsi lorsque le tiers au domicile duquel a lieu la perquisition est avocat, notaire ou avoué, c'est-à-dire des personnes qui détiennent des secrets en dépôt à raison de leur profession. Les notaires sont du nombre, car ils n'ont même pas le droit de se dessaisir des minutes qu'ils détiennent qu'en vertu d'une ordonnance du président du tribunal. Même en dehors de ce raisonnement, les notaires sont les conseillers de leurs clients et en cette qualité ils reçoivent tout comme les avocats et les avoués nécessairement des confidences. Si on donnait la permission de saisir les lettres que les prévenus ont écrites à leurs défenseurs et conseillers, on ferait trop bon marché du principe de la libre défense. On empêcherait les inculpés de correspondre avec leurs défenseurs s'ils devaient prévoir que leurs lettres tomberont entre les mains de la justice. Nous ne pouvons qu'approuver les sages dispositions de la Cour de cassation rendues dans un arrêt en date du 12 mars 1886 : « Le principe de la libre défense, domine la procédure criminelle : il commande d'affranchir de toute entrave les communications des accusés avec leur conseils ; il est interdit à ces derniers, sous les peines portées par l'article 378 du Code pénal de révéler les secrets qui leur ont été confiés, et ils sont même dispensés d'en déposer comme témoins devant les tribu-

naux ; il suit de là qu'il n'est point permis de saisir dans leur domicile les papiers et lettres missives qu'ils ont reçus de leurs clients (1). » Nous pouvons dire qu'il est illégal de saisir les lettres adressées aux avocats, avoués et notaires par leurs clients. Le juge d'instruction devra donc se remettre à la loyauté de ces personnes et s'arrêter devant leur déclaration que telle lettre est un dépôt confidentiel. La jurisprudence d'ailleurs s'est fixée en ce sens depuis l'année 1853 et la question ne fait aucune difficulté (2).

De même que le juge d'instruction, le Procureur de la république aura le droit de saisir et de lire les lettres trouvées chez le prévenu, en vertu de l'article 37, Code d'instruction criminelle. En vertu des articles 35, 37 et 89 du même Code, le procureur et le juge d'instruction sont obligés, avant de procéder à la saisie des lettres, de dresser un procès-verbal, qui sera signé par le prévenu, où mention sera faite de son refus.

De même le président de la Cour d'assises pourra dans le cours des débats ordonner qu'on lui apporte « toutes nouvelles pièces », donc les lettres aussi, « qui lui paraîtraient, d'après les nouveaux développements donnés à l'audience, soit par les accusés, soit par les témoins, pou-

(1) D. P. 86. 1. 345.

(2) Cass. 23 juillet 1853 : D. P. 53. 7. 223 ; Cass. 21 novembre 1853 : D. P. 53. 1. 273 ; Cass. 16 août 1862 : D. P. 65. 5. 230 ; Cass. 19 janvier 1856 : D. P. 67. 1. 509.

voir répandre un jour utile sur le fait contesté » (art. 269, Code d'instr. crim.).

Enfin dans le Code d'instruction criminelle nous trouvons l'article 10 qui autorise les préfets des départements, et le préfet de police à Paris « de faire tous les actes nécessaires à l'effet de constater les crimes, délits et contraventions » et assimile en quelque sorte ces autorités administratives aux officiers de police judiciaire. En cette qualité les préfets et le préfet de police à Paris auront aussi le droit, tout comme le juge d'instruction et le procureur de la République, de saisir et de se servir dans leurs recherches des lettres trouvées chez les particuliers. Ils sont soumis eux aussi à la réserve que nous avons indiquée plus haut, en parlant du droit du juge d'instruction, c'est-à-dire qu'ils doivent s'arrêter devant la confiance reçue par une personne à raison de sa profession.

Voilà quels sont les cas où dans l'intérêt public la propriété des lettres peut être violée et où la justice peut s'en servir pour découvrir la trace de la vérité dans l'investigation des crimes.

SECTION II

Droits fondés sur l'intérêt de l'aliéné.

« Le meilleur traitement des fous c'est l'isolement », au dire de M. Grasset qui fait autorité dans la matière (1). Si

(1) Grasset : *Demi fous et demi responsables*. Paris 1907, page 207.

c'est ainsi il faut donc donner au directeur de l'établissement où l'aliéné se trouve interné, la possibilité d'assurer cet isolement. Il faut lui donner la possibilité d'arrêter les nouvelles qui une fois arrivées à l'esprit de l'aliéné pourraient lui occasionner des émotions de nature à compromettre la guérison.

Les lettres écrites par le malade même peuvent à leur tour être utiles au directeur qui en temps que médecin pourra s'orienter d'après ces lettres sur la marche de la maladie. Enfin pourquoi laisser expédier une lettre qui porterait l'empreinte de la folie ; cela pourrait être nuisible au malade qui une fois guéri refera son apparition dans la société.

Il faut donc donner la permission aux directeurs de ces établissements d'intercepter la correspondance des aliénés. Mais en vertu de quel droit, car le directeur de l'établissement n'est pas le représentant légal de l'aliéné, et de plus l'aliéné conserve tous ses droits ?

Nous trouverons le fondement de ce droit dans l'article 29 de la loi du 30 juin 1838 qui dit qu' « aucunes requêtes, aucunes réclamations, adressées soit à l'autorité judiciaire, soit à l'autorité administrative ne pourront être supprimées ou retenues par les chefs d'établissement, sous les peines, etc. » Par argument à *contrario*, nous pouvons déduire que sauf ces réserves les directeurs des établissements peuvent intercepter la correspondance des aliénés internés. Enfin les travaux préparatoires de cette loi ne

laissent plus ombre de doute. Aussi la jurisprudence a disposé en ce sens (1).

Mais il ne faut pas perdre de vue que le directeur de l'établissement d'aliénés n'est pas le propriétaire de ces lettres, que ces lettres sont la propriété de l'aliéné et elles ne restent qu'en dépôt chez le directeur. Dès lors ceux-ci seront obligés de les garder et de les rendre à leur propriétaire après la guérison, et n'auront le droit de faire aucun usage de ces lettres, d'autant plus ils ne pourront pas en faire usage en justice contre leur propriétaire. Pourtant la Cour d'Angers et la Cour de cassation ont décidé le contraire (2). Leur motif est fondé sur ce que ces lettres ne sont pas confidentielles et deuxièmement qu'elles étaient produites dans l'intérêt de légitime défense. Nous savons à quoi nous en tenir sur le premier motif, quant au second qui est très juste en principe était inutile dans la cause.

SECTION III

Droits fondés sur la puissance paternelle.

En vertu de la puissance paternelle conférée par la loi au père, à son défaut à la mère ou au tuteur, sur l'enfant

(1) Cass. 27 décembre 1875 : D. P. 76. 4. 241.

(2) Angers, 6 mars 1874 : D. P. 72. 2. 227 ; Cass. 27 décembre 1875 ; arrêt précité.

mineur, ceux-ci auront le droit d'intercepter la correspondance des mineurs qui se trouvent en leur puissance, et cela pour mieux pouvoir surveiller leurs actions. Il importe de beaucoup à la bonne éducation d'un enfant que celui-ci ne reçoive pas les lettres qui pourraient lui inspirer des mauvaises actions ou des mauvais penchants. Dès lors ce droit doit lui être reconnu sans réserve et le père doit avoir le droit de décacheter et lire n'importe quelle lettre adressée à son enfant. Seulement comme ce droit lui est conféré dans l'intérêt de l'enfant il ne pourra se servir de la lettre que dans l'intérêt de l'enfant. Tout autre usage serait abusif de sa part et pourra avoir comme conséquence la déchéance de ce droit, afin de paralyser chez les parents ce droit dont l'exercice pourrait tourner contre les intérêts de l'enfant.

Comme nous l'avons dit, ce droit passe au tuteur du mineur, il est reconnu au tuteur de l'interdit, mais il n'est pas reconnu au conseil judiciaire du prodigue, ni au curateur du mineur émancipé, qui n'ont à s'occuper que de la gestion des intérêts pécuniaires.

Ce droit passe encore par délégation au directeur d'une maison d'éducation où les parents ont confié l'enfant, car dans ce cas le père a délégué son droit de surveillance au directeur de l'établissement.

Ce droit des parents et tuteurs sur la correspondance de l'enfant cesse lorsque celui-ci deviendra majeur ou sera émancipé. Alors la propriété de sa lettre ne pourra plus

être violée, car aucun principe de droit n'existe plus pour fonder la violation de sa correspondance.

SECTION IV

Droits fondés sur l'autorité maritale.

Dans l'état de notre législation actuelle, la puissance maritale n'est pas un vain mot. Elle existe et elle est consacrée par de nombreuses lois de notre Code civil qui confèrent une prééminence au mari dans le ménage. Les articles 213, 217, 391, 402, 1388, 1421, 1428, etc., prouvent que l'esprit du Code est de faire du mari le chef de l'association conjugale. Cela d'ailleurs est nécessaire dans notre société actuelle, où l'éducation des femmes laisse tant à désirer par le fait qu'elle ne leur donne pas suffisamment l'expérience de la vie. Avec leur éducation actuelle, souvent elles ne comprennent rien à la société dont elles font partie, et Ibsen avait raison de mettre dans la bouche d'une femme s'adressant à son mari ces paroles : « J'ai été poupée-femme chez toi, comme j'avais été poupée-enfant chez papa. Et nos enfants, à leur tour, ont été mes poupées à moi (1) ». Dans ces conditions et dans une pareille « maison de poupées » il faut convenir que le mari doit avoir les droits les plus larges pour sauve-

(1) Ibsen, *Maison de poupée*, traduit. Prozor.

garder la moralité de l'épouse et son honneur de chef de famille ! C'est ce que notre Code a eu soin de faire en lui conférant l'autorité maritale. En vertu de cette autorité il aura le droit d'intercepter la correspondance de sa femme. La jurisprudence est en ce sens et la justification est très bien mise en évidence par un arrêt de la Cour de Bruxelles en date du 28 avril 1875 : « Attendu que pour remplir la mission qui lui est dévolue, le mari a le droit et le devoir d'exercer dans de justes limites une surveillance tutélaire sur les actions de sa femme pour la protéger contre ses propres égarements ; attendu que si un semblable contrôle ne va pas jusqu'à permettre au mari de s'immiscer arbitrairement dans la correspondance particulière d'une épouse irréprochable, sans le consentement de celle-ci, et dans le seul but de satisfaire une curiosité blessante et jalouse, l'autorité dont le mari est investi lui donne évidemment le pouvoir d'intercepter les lettres confidentielles écrites par sa femme ou adressées à cette dernière, lorsqu'il a des motifs sérieux de le faire pour sauvegarder la moralité de l'épouse et l'honneur ou la sécurité du chef de famille. »

Mais à notre avis le droit du mari d'intercepter les lettres de sa femme, cessera lorsque la femme exerce une profession à raison de laquelle elle reçoit des confidences nécessaires. Ainsi lorsque la femme sera avocat, médecin, sage-femme, etc., l'intérêt de ses clients s'oppose à ce que le mari exerce son droit. Le mari donnant l'autorisation à sa femme d'exercer une profession, il est censé avoir

renoncé à ses droits qui s'opposeront à l'exercice de cette profession.

Il nous reste à envisager encore une question dans cet ordre d'idée, question qui avait sa place plutôt dans notre section qui s'occupait de la situation juridique de la lettre en cours de route. C'est la question de savoir si le mari ou ceux qui exercent la puissance paternelle auront le droit d'intercepter les lettres de leurs femmes ou de leurs enfants en cours de route ? Nous répondrons : non, parce que comme nous l'avons vu la lettre en cours de route reste la propriété de l'expéditeur et dès lors le mari du destinataire où son père n'ont aucun droit, sur les choses qui appartiennent à d'autres personnes que leur femme ou enfant. En ce sens s'est prononcé un arrêt du Tribunal de Tunis en date du 2 février 1887 (1).

SECTION V

Droits fondés sur l'intérêt des créanciers d'un failli

Nous allons tout simplement énoncer cette dernière hypothèse, qui d'ailleurs intéresse plutôt le droit commercial. Il s'agit du droit que le syndic a de saisir tous les papiers du failli et cela afin qu'il puisse mieux se rendre

(1) *Revue Algérienne* 1887, page 259, *Contra* le Trib. de paix Paris 24 janvier 1902, *Gaz. des Trib.* 5 avril 1902.

compte de sa situation financière. En effet, une fois que la faillite a été prononcée par le jugement déclaratif de faillite, le débiteur est dessaisi de tous ses biens qui passent entre les mains du failli, dont le rôle est de liquider. Pour mener à bonne fin cette liquidation, il aura besoin de posséder tous les renseignements utiles. Dans ce but l'article 471 du Code de commerce lui donne le droit de saisir la correspondance du failli. En effet, cet article dit que « les lettres adressées au failli seront remises au syndic qui les ouvrira ». A l'occasion du décachetage auquel le débiteur suivant l'article 471 « pourra s'il est présent assister », on procédera au triage afin de distinguer les lettres personnelles qui doivent être rendues au failli, des autres lettres d'affaires qui intéressent la liquidation. Ces dernières resteront en possession du syndic afin d'en faire usage pendant le cours de la faillite ; quant à la propriété de ces lettres, elle reste au failli à qui elles doivent être remises après la clôture de la faillite.

En vertu de l'article 810 de l'Instruction générale, le syndic pourra obliger les agents des postes à lui remettre directement la correspondance du failli. Il suffira de signifier à ces agents le jugement de nomination du syndic, ou un extrait de ce jugement, ou un extrait du jugement déclaratif de faillite, ou enfin une feuille d'annonces légales publiant ce jugement.

TITRE IV

Droits des créanciers et héritiers

Le droit de propriété que le destinataire a sur sa lettre est un droit cessible et transmissible. C'est pourquoi nous allons voir qu'il se transmet à ses héritiers, qui auront sur la correspondance de leur auteur les mêmes droits que celui-ci. Mais en dehors de la transmission par l'hérédité, il ne peut exister sur la correspondance que la transmission volontaire, la cession autorisée par le destinataire, car ce droit de propriété lui a été conféré *intuitu personæ*, et c'est une valeur toute personnelle qui ne saurait composer le gage des créanciers.

CHAPITRE PREMIER

DROITS DES CRÉANCIERS

« Qui s'oblige, oblige le sien » disait une maxime du vieux droit français. Ce principe a été consacré par notre article 2092 du Code civil actuel : « Quiconque s'est obligé personnellement est tenu de remplir son engagement sur tous ses biens mobiliers et immobiliers, présent et avenir ». Pour assurer ce droit des créanciers sur les biens du débiteur, l'article 1466 donne le droit aux créanciers d' « exercer tous les droits et actions de leur débiteur, à l'exception de ceux qui sont exclusivement attachés à la personne. »

Comme les lettres appartiennent au destinataire en pleine propriété, on serait tenté de croire que les créanciers du destinataire auraient le droit de saisir ces lettres qui se trouvent dans la possession de leur débiteur. Mais si le droit du créancier peut s'étendre sur tous les biens et tous les droits du débiteur, il doit tout de même s'arrêter devant les droits qui sont exclusivement « attachés à la personne » du débiteur.

MM. Aubry et Rau, parlant de cette faculté accordée aux créanciers sur les droits du débiteur, disent : « Il faut toutefois en excepter ceux... qui, soit d'après une disposition spéciale de la loi, ou l'analogie résultant d'une pareille disposition, soit d'après le motif ou le but en vue desquels l'action ou le droit a été concédé, ne peuvent être exercés que par le débiteur, ou qui, du moins, ne peuvent pas l'être contre sa volonté par une autre personne (1). »

D'abord en ce qui concerne la publication des lettres il n'y aurait aucune difficulté. Car les créanciers du destinataire ne pourront procéder à cette publication pour la bonne raison qu'ils ne peuvent pas avoir plus de droit que le destinataire même qui, nous le savons, n'a pas le droit à la publication, vu que la loi réserve ce droit à l'auteur. Les créanciers du signataire ne pourront non plus procéder à cette publication, car le droit de publier son œuvre est un droit qui s'attache à la personne, c'est un droit tout à fait personnel, l'auteur seul pouvant être juge de l'opportunité d'une pareille publication. Ce n'est pas seulement l'intérêt pécuniaire qui entre en jeu, mais c'est surtout la réputation de l'écrivain, sa gloire littéraire, qui pourrait souffrir d'une publication inopportune. Il n'y a pas une négligence de sa part dans le fait de ne pas publier un manuscrit, pour que le créancier ait le droit à sa place d'exercer ce droit.

Nous pouvons donc affirmer que jamais les créanciers

(1) Aubry et Rau, *Droit civil*, t. IV, p. 312.

ne pourront publier les lettres de leurs débiteurs en vertu de leur droit de créancier. Mais s'ils ne peuvent pas les publier, pourraient-ils au moins saisir et vendre comme autographe la correspondance de leurs débiteurs? Certainement lorsque ces lettres ne présentent actuellement aucun intérêt pécuniaire et vu que les droits des créanciers n'ont d'autre but que de leur faire obtenir le paiement de ce qui leur est dû, alors ces lettres sont en dehors du gage des créanciers. Mais nous devons aller plus loin et dire que même dans le cas où ces lettres présentent une valeur vénale même considérable, comme autographe d'un homme illustre, même dans ce cas, elles doivent être considérées en dehors du gage des créanciers, tout comme les papiers de famille, les titres de noblesse, les diplômes, etc. Leur propriétaire conserve sur ces choses un droit qui est attaché à sa personne pareil au droit d'usage et d'habitation, ou autres droits similaires. Le signataire lui a fait cadeau de sa lettre en vue de la personne sur la discrétion de laquelle il comptait. Qu'on ne vienne pas nous dire que cela est impossible parce que le droit du propriétaire sur la lettre passe à ses héritiers et en même temps c'est un droit cessible avec le consentement du destinataire, que dès lors son droit sur la lettre n'est plus un droit attaché à la personne. Nous répondons qu'il existe des droits attachés à la personne qui pourtant passent à ses héritiers et nous donnons comme exemple le droit de révoquer une donation pour cause d'ingratitude, de même qu'il existe des droits qui,

quoique attachés à la personne sont pourtant cessibles et nous donnons comme exemple le droit aux dommages-intérêts pour cause de délit ou crime qui est cessible et pourtant est attaché à la personne de celui qui a souffert le dommage. Nous pouvons donc affirmer que le droit du destinataire sur la lettre étant un droit attaché à sa personne ne pourra pas être exercé par ses créanciers.

La jurisprudence s'est prononcée en ce sens par un arrêt de la Cour d'Angers en date du 4 février 1869. Il s'agissait dans ce procès de la correspondance de la duchesse d'Angoulême, qui se trouvait dans la succession d'une dame de Chanterenne. Les créanciers de la succession prétendaient avoir des droits sur cette correspondance, la Cour s'opposa à leurs prétentions, mais le motif de l'arrêt était le caractère confidentiel des lettres et seulement à la fin de l'arrêt nous trouvons cette appréciation très juste : « ces lettres, constituent pour la famille de Chanterenne des souvenirs d'un intérêt tout personnel (1). »

(1) D. P. 69. 2. 141.

CHAPITRE II

DROITS DES HÉRITIERS

Un problème très délicat encore à résoudre, est celui de savoir ce que deviennent les lettres à la mort du destinataire? Comme c'est incontestable que le destinataire en est propriétaire, cette propriété passera à sa mort à ses héritiers qui auront sur la lettre les mêmes droits, avec les mêmes caractères que nous avons reconnus à la propriété du destinataire. Comme lui, il ne pourra pas procéder à la publication de la lettre, car ce droit appartient exclusivement à l'auteur en vertu de la loi. L'auteur seul détiendra ce droit et à sa mort ses héritiers pendant cinquante ans. Que faut-il penser une fois ce délai passé. Assurément, une fois les cinquante ans passés ce « monopole d'exploitation » finit aussi sa carrière. Mais est-ce que à partir de ce moment le destinataire ou ses héritiers pourront publier à volonté leur lettre? Pas toujours, sera notre réponse. Car bien souvent cette publication, nous l'avons vu, peut nuire ou bien à la mémoire ou bien à la réputation littéraire de son auteur lorsque celui-ci

était un écrivain connu. Pour commettre donc cette publication nuisible en quelque sorte le destinataire ou ses héritiers doivent arguer d'un intérêt réel, comme par exemple un intérêt historique réel. S'ils procèdent à la publication sans un intérêt appréciable, alors ils se rendent responsables du préjudice causé et les héritiers de l'auteur peuvent intervenir quand la publication est de nature à blesser la mémoire du défunt.

Nous pouvons donc assimiler les droits des héritiers à ce point de vue aux droits du destinataire même. Et nous pouvons étendre davantage l'application de cette formule, car nous pouvons dire que les héritiers du destinataire pourront faire de la lettre les mêmes usages que le destinataire même.

Mais ce principe qui est très vrai, à savoir que les lettres comme toutes les choses comprises dans le patrimoine du défunt, passe à ses héritiers, n'a pas été toujours suivi par la jurisprudence. Ce principe a été consacré par un arrêt de la Cour de Toulouse, en date du 6 août 1880, qui lui donna comme motif le fait « qu'en les adressant sans restriction ni réserve au destinataire, l'auteur a dû prévoir l'éventualité de la mort de son correspondant (1) ». Mais d'autres arrêts repoussèrent ce principe en ordonnant que la lettre revêtant un caractère confidentiel soit rendu à son signataire après la mort du destinataire. Ils invoquent comme motif l'intention présumée du signa-

(1) Toulouse, 6 août 1880, S. 81.2.115.

taire qui n'a entendu faire une confidence à son destinataire qu'à raison de sa personne, *intuitu personæ*, et il n'a pas entendu que la lettre soit lue par ses héritiers qu'il ne connaissait pas même, et surtout qu'elle devienne leur propriété (1). Nous répondons que la nature confidentielle de la lettre n'est pas une raison juridique et en conséquence ne peut changer les conditions des transmissions héréditaires.

Après avoir admis que les droits du destinataire passent à ses héritiers, nous devons examiner la manière dont on procédera au partage de la correspondance. Nulle difficulté à ce point de vue lorsque le destinataire même a légué sa correspondance à quelqu'un. Dans ce cas, la volonté du défunt sera souveraine et le legs devra être exécuté. Nulle difficulté encore lorsque les héritiers sont d'accord pour partager entre eux les lettres de leurs auteurs ou bien lorsque d'accord, ont convenu de confier sa correspondance à quelqu'un. Mais *quid* lorsqu'ils ne sont pas d'accord ?

Dans ce cas l'ancienne jurisprudence donnait une solution commode pour l'époque où le droit d'aînesse était en estime. Elle disait que la propriété des lettres-missives doit passer à l'aîné de la famille en ligne directe, et à défaut d'héritiers en ligne directe, beaucoup d'arrêts appliquaient la même règle aux héritiers en ligne collatérale.

(1) Rennes, 10 juil. 1880 et Cass., 9 fév. 1881, S. 81.1.193 ; Trib. civ. Quimper, 11 mai 1887 ; *Pandectes françaises*, 1887.2.274 ; Orléans, 28 juil. 1896, D. P. 1897.2.209.

Aussi les vieux auteurs partageaient cette manière de voir de la jurisprudence (1).

Mais aujourd'hui cette solution n'est plus admissible, car elle ne cadre plus avec l'esprit de notre loi qui n'admet plus ni droit d'ainesse, ni privilèges semblables. On a proposé alors de procéder à leur partage tout comme pour les autres biens de la succession par tirage au sort (2). Mais le sort est aveugle et outre qu'il peut attribuer la possession de la lettre justement à celui qui serait le moins digne, mais il peut arriver qu'une certaine correspondance intéresse davantage un autre que celui qui a été favorisé par le sort.

Quant à la mise aux enchères, elle est inadmissible. Cela serait livrer les secrets de famille à la curiosité publique qui pourrait l'acheter à beaux deniers comptant. Même si on écarte les tiers de cette licitation, cette manière de dévolution de la correspondance nous semble encore inadmissible car elle peut faire place à d'innombrables vexations. Pourtant dans ce sens, nous trouvons quelques arrêts (1).

La majorité des auteurs admet dans cette question l'application pure et simple de l'article 842 du Code civil :
« Les titres communs à toute l'hérédité sont remis à celui

(1) Lebrun, livre IV, chap. 1, n° 45 ; Pothier, *Des successions*, ch. III, sect. I, p. 9. — Introduction à la Coutume d'Orléans, titre X, n° 96. Demolombe, *Successions*, t. III, n° 700.

(2) Paris, 3 mars 1896, D. P. 97.2.54.

(3) Caen, 12 mai 1830, S. 30.3.110 ; Paris, 25 nov. 1846, D. P. 46.2.711.

que tous les héritiers ont choisi pour en être le dépositaire, à la charge d'en aider les copartageants à toute réquisition ». C'est donc le tribunal qui décidera à qui doivent être confiées les lettres du défunt et il le fera toujours en connaissance de cause. Ce système quoiqu'il ne soit pas irréprochable au point de vue juridique, me semble pourtant le plus sage et celui qui convient le mieux à la cause. Aussi il fut adopté par de nombreux arrêts (1).

La critique qu'on lui a faite et qui est très juste, repose sur ce que les lettres ne sont pas des « titres communs à toute l'hérédité », donc cet article, qui n'est qu'une exception dans la matière et par conséquent il ne peut comporter aucune exception, ne saurait être applicable dans la dévolution de la correspondance.

(1) Toulouse, 6 juil. 1880, S. 81.2.115 ; Paris, 15 déc. 1875 ; *Gaz. des trib.*, 1^{er} déc. 1876 ; Angers, 12 fév. 1885, D. P. 86.2.186.

Vu :

Le Président,
R. PIÉDELIÈVRE.

Vu :

Le Doyen,
F. LARNAUDE.

Vu et permis d'imprimer :

Le vice-Recteur de l'Académie de Paris,
L. LIARD.

TABLE DES MATIÈRES

PRÉFACE	PAGES 1
TITRE I	
Qu'est-ce qu'une missive?.....	3
Comparaison entre la lettre et le télégramme.....	7
TITRE II	
A qui appartient la propriété des lettres ?.....	11
CHAPITRE I. — APERÇU HISTORIQUE	12
CHAPITRE II. — LA QUESTION DANS LE DROIT CIVIL	19
<i>Section I.</i> — La lettre en cours de route.....	21
<i>Section II.</i> — La lettre arrivée chez le destinataire.....	43
§ 1 ^{er} . — La propriété appartient au signataire.....	44
§ 2. — La théorie de la copropriété.....	49
§ 3. — La propriété appartient au destinataire.....	52
TITRE III	
Les limites des droits du propriétaire	75
CHAPITRE I. — DROIT DE PUBLICATION LITTÉRAIRE	78

CHAPITRE II. — USAGE ABUSIF DE LA CORRESPONDANCE.....	86
CHAPITRE III. — LES DROITS DES TIERS.....	100
<i>Section I.</i> — Droits fondés sur l'intérêt public.....	105
<i>Section II.</i> — Droits fondés sur l'intérêt de l'aliéné.....	109
<i>Section III.</i> — Droits fondés sur la puissance paternelle..	111
<i>Section IV.</i> — Droits fondés sur l'autorité maritale.....	113
<i>Section V.</i> — Droits fondés sur l'intérêt des créanciers d'un failli.....	115

TITRE IV

Droits des créanciers et des héritiers.....	117
CHAPITRE I. — DROITS DES CRÉANCIERS.....	118
CHAPITRE II. — DROITS DES HÉRITIERS... ..	122

